

A large, dark blue circular frame that encloses the main title. The frame is composed of two parallel lines. On the left side, a wheat stalk with three leaves extends from the top line. On the right side, a larger, more detailed wheat stalk with multiple leaves extends from the bottom line.

**COOPERATION FAO - TUNISIE
EN MATIERE DE
DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TUNISIE**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Bureau Sous-Régional pour l'Afrique du Nord
Représentation en Tunisie

juillet 2011





COOPERATION FAO - TUNISIE
EN MATIERE DE
DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TUNISIE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Bureau Sous-Régional pour l'Afrique du Nord
Représentation en Tunisie

juillet 2011

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

ISBN 978-92-5-206939-3

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande.

La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation

de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

Table of Contents

Liste des Acronymes	1
1. Présence de l'Organisation et son rôle dans le développement rural et agricole en Tunisie	3
2. Résumé analytique	5
3. Principales activités et réalisations des projets de terrain en Tunisie de 1986 à 2010	11
3.1 Ressources naturelles	12
3.2 Production et protection des végétaux	18
3.3 Production et santé animales	24
3.4 Qualité et sécurité sanitaire des aliments	27
3.5 Développement forestier	29
3.6 Pêches	33
3.7 Développement rural et réduction des disparités	37
3.8 Appui aux politiques de renforcement des capacités	41
4. Exemples de réussite	45
4.1 Projet GCP/TUN/028/ITA : « Programme de conservation des eaux et des sols dans les gouvernorats de Kairouan, Siliana et Zaghouan »	45
4.2 Projet TCP/TUN/2903 « Appui au développement de l'agriculture biologique »	47
4.3 Projet TCP/TUN/3202 « Appui à la mise en place d'un système de contrôle des produits de qualité liée à l'origine »	49
Annexe 1 : Tableau récapitulatif du Programme de Coopération Tunisie/FAO 1986-2010	52
Annexe 2 : Projets Nationaux par domaine et par source de financement (1986-2010) en Dollars EU	53
Annexe 3 : Liste des projets nationaux mis en œuvre par la FAO en Tunisie depuis 1986	54
Annexe 4 : Liste des projets régionaux mis en œuvre par la FAO en Tunisie depuis 1986	59



Liste des Acronymes

AECI	Agence Espagnole de Coopération Internationale
AFA	Agence Foncière Agricole
AFD	Agence Française pour le Développement
AIEA	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
APIA	Agence de Promotion des Investissements Agricoles
AVFA	Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole
BIT	Bureau International du Travail
CNEA	Centre National des Etudes Agricoles
ECTAD	Emergency Center Trans-boundary Animal Diseases
CGDR	Commissariat Général de Développement Rural
CLCPRO	Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale
COPEMED	Projet GCP/INT/028/SPA « Coordination to support fisheries management in the Western and Central Mediterranean »
CREDIF	Centre de Recherche, Etudes, Documentation et Information sur la Femme
DGF	Direction Générale des Forêts
GCP	Government Cooperative Programme
ICARDA	International Center for Agricultural Research in the Dry Areas
IPM	Integrated Pest Management (Lutte Intégrée)
MEDSUDMED	Project GCP/RER/010/ITA- Assessment and Monitoring of the Fishery Resources and the Ecosystems in the Straits of Sicily
MDGF	Millennium Development Goals Achievement Fund
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OIM	Organisation Internationale des Migrations
OECF	Japanese Overseas Economic Cooperation Fund
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PASA	Programme d'Ajustement Structurel de l'Agriculture
PCT	Programme de Coopération Technique



PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UTF	Unilateral Trust Fund



1. Présence de l'Organisation et son rôle dans le développement rural et agricole en Tunisie

L'intervention de l'Organisation, qui remonte au milieu des années 60, a été axée essentiellement sur des appuis ponctuels ou ciblés aux programmes sectoriels du développement agricole à travers des projets de terrain.

C'est à partir de 1986 que le Bureau de la Représentation dans le pays a été ouvert à Tunis.

Le Bureau Sous-Régional pour l'Afrique du Nord, créé en 1994 à la faveur de la première restructuration, a été installé à Tunis au cours du premier semestre 1997.

L'intégration de la Représentation du pays au Bureau Sous-Régional en 1997 a permis de renforcer les interventions dans certains domaines techniques notamment en matière de politiques agricoles, de protection des plantes et des ressources naturelles, grâce à la présence sur place d'une équipe multidisciplinaire couvrant ces domaines.

Durant la période, qui a été couverte par la Représentation pays, de 1986 à 2010, l'assistance de l'Organisation s'est exprimée tant à travers le programme régulier que celui de terrain, par des activités de renforcement des capacités, de transferts techniques, de mobilisation des ressources, de réalisation d'études pour le montage des grands projets d'investissement agricole, de concertation avec les partenaires, de mobilisation de ressources financières dans un contexte de rareté et finalement par des échanges d'information.

L'unité FAO-ECTAD installée au Bureau Sous-régional depuis 2007, a constitué un service d'appui supplémentaire au pays en matière de lutte et de prévention de maladies animales transfrontalières et zoonoses.

Enfin le Bureau compte dans sa structure un fonctionnaire en protection des plantes/ECLO, basé à Alger et qui est Secrétaire Exécutif de la CLCPRO, qui œuvre sur le plan national et régional pour assurer la prévention et la lutte contre le criquet pèlerin.



La structure du bureau, que la dernière réforme a permis de renforcer, est en cours de mise en place avec le recrutement récent de trois professionnels en matière de pêches, de foresterie, de production/santé animales.



2. Résumé analytique

Le présent document reflète les points forts de la coopération de la FAO avec la Tunisie et ses principaux résultats depuis la création de la Représentation de l'Organisation en 1986 à Tunis, structure qui a pleinement joué son rôle d'assistance de proximité, en restant attentive aux besoins du pays et en assurant l'adéquation des réponses de l'Organisation ainsi que l'encadrement des missions d'appui des experts et des fonctionnaires techniques. Le document reflète aussi l'ampleur des défis, auxquels a fait face le secteur agricole en Tunisie dans son ensemble.

Durant la période couverte par ce rapport, 107 projets nationaux et 47 projets régionaux et inter-régionaux ont été recensés (voir annexe 1), toutes sources de financement confondues.

Le Programme de Coopération Technique a compté le plus grand nombre de projets (73) au niveau national, qui ont totalisé 8.8 millions de dollars EU et qui ont touché pratiquement tous les secteurs de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts et ont en réponse à des besoins d'appui à un grand nombre de politiques sous-sectorielles.

L'assistance de la FAO à travers les projets des fonds fiduciaires (18 projets) ou ceux financés jusqu'à 1996 par le PNUD (16 projets) a accordé une importance considérable aux ressources naturelles, la plus grande part provenant d'un don du Gouvernement Italien dans le cadre du projet GCP/TUN/028/ITA « titre » avec un budget de 12.5 millions de dollars EU sur un total de 15 millions de dollars pour la catégorie des projets GCP (voir annexe 2).

L'assistance au développement du secteur agricole et rural a été articulée autour de huit axes principaux :

1. La gestion des ressources naturelles

L'appui technique de la FAO a concerné les grands programmes nationaux de mobilisation et de conservation des ressources naturelles pour assurer une production agricole durable. C'est particulièrement le cas des projets de con-



servation des eaux et du sol, et de gestion et d'économie de l'eau en irrigation.

On peut citer les réalisations suivantes :

- Différents travaux de développement intégré d'infrastructures, ouvrages de conservation des eaux et du sol, plantations, approches méthodologiques et regroupements institutionnels, études thématiques sont à l'actif des projets CES en appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation des eaux et du sol. Ces projets ont, en formant et en intégrant les compétences nationales, ont contribué fortement au renforcement des capacités nationales.
- La mise en œuvre d'approches et d'opérations pilotes, qui ont concerné la valorisation de l'eau en irrigation à travers trois projets, qui ont mené des activités de renforcement pendant dix ans de 1986 à 1996. Le bilan des réalisations de ces projets est considéré comme une performance remarquable réalisée avec des budgets modestes. On peut citer les réalisations suivantes : l'introduction et la vulgarisation des techniques d'économie de l'eau sur une grande échelle, la formation en cours d'exercice de plus de cent cadres et agents répartis sur tout le territoire, la création d'une spécialité « irrigation au niveau de l'Institut National Agronomique, la création d'une capacité nationale pour produire des études de projets d'épandage des eaux de crues, le renforcement des capacités en matière d'études de projet d'irrigation et de mobilisation de ressources hydrauliques.
- L'élaboration du Programme National de Gestion des Ressources Naturelles, pris en charge par le budget de l'État avec un cofinancement de la Banque Mondiale et de l'Agence Française de Développement.

2. La production et la gestion des végétaux

L'agriculture tunisienne est avant tout une agriculture en sec, qui concerne aussi bien la céréaliculture et l'arboriculture que les parcours pour le cheptel ovin.

Pour la céréaliculture, la FAO a apporté une aide décisive en réalisant en 1987 le plan céréalier, qui est considéré jusqu'à présent comme un document stratégique. Ce document est à la base de plusieurs mesures et actions d'appui au secteur céréalier, qui a connu un taux de croissance annuel de plus de 3% grâce à l'amélioration des rendements.



Les autres résultats des interventions de la FAO en rapport avec la céréaliculture ont été produits par quatre projets et concernent l'amélioration de la fertilité des sols avec l'introduction et la réalisation des campagnes intensives de vulgarisation pour la culture du blé et la mise en œuvre d'une approche de conservation in situ de variétés de blé autochtones.

Aux résultats des projets d'assistance au secteur céréalier, on peut ajouter les résultats d'autres projets, qui ont résolu des problèmes techniques et développer des cadres institutionnels et contribué au renforcement des compétences nationales. C'est en particulier le cas de deux projets de diversification : l'un pour la relance de la culture de l'asperge et l'autre pour la promotion des fleurs coupées sur le marché européen. Ces projets ont mené des essais de terrain, des enquêtes, des formations spécifiques et réalisé des études de référence pour ces sous-secteurs. Il en est de même pour l'agriculture biologique, qui connaît actuellement un essor remarquable avec des réalisations de 365 000 ha, et un développement conséquent de l'exportation des produits biologiques. Ce secteur a en effet bénéficié de l'assistance du projet TCP/TUN/4505, qui a produit un ensemble d'outils et élaboré une stratégie nationale de l'agriculture biologique.

La production des végétaux a aussi bénéficié des apports et résultats d'autres projets en matière de renforcement des capacités en vulgarisation (approche et outils), en protection des plantes (techniques de lutte biologique, appui institutionnel, lutte anti-acridienne, gestion des stocks de pesticides et lutte intégrée).

La culture du palmier a aussi bénéficié des résultats des projets d'assistance, qui se traduit par le renforcement des capacités en matière de surveillance et de prévention des maladies (bayoud, charançon rouge) ou d'amélioration de la qualité pour promouvoir l'exportation de dattes (ensachage, traitement après récolte et signes de qualité).

3. La production et la santé animale

Ce secteur a reçu, comme les autres secteurs, un appui à la politique de développement de l'élevage à travers l'élaboration du plan fourrager et un ren-



forcement des capacités notamment à travers l'amélioration des techniques d'élevage dans les oasis. Mais l'effort principal a été axé sur le renforcement de la couverture sanitaire du cheptel, à travers la fourniture de vaccins, le renforcement des capacités en matière de lutte préventive (lucilie bouchère, influenza aviaire).

A ces projets, il faut ajouter 3 projets Téléfood qui ont intéressé trois groupements de femmes rurales pauvres, qui ont eu l'opportunité de réaliser 35 micro-projets d'élevage de lapins.

4. La qualité et la sécurité sanitaire des aliments

C'est un volet, qui a été dominé par la mise en œuvre de démarches et d'approches de renforcement institutionnel, qui ont abouti à l'élaboration d'un plan directeur du froid, de procédures et méthodes pour le bon fonctionnement du Comité National Codex, de modèles de démarches pour les labels de qualité sous forme d'opérations pilotes intéressant les produits phares.

L'action de la FAO a été déterminante dans l'élaboration de la stratégie nationale de promotion de la qualité des produits agricoles, d'une stratégie et d'un plan d'action alimentaire et nutritionnels et d'une étude de l'alimentation totale.

5. Le développement forestier

L'appui technique au développement forestier a été caractérisé par la continuité de l'intervention de la FAO durant plus de vingt ans

Les résultats de ses activités, menées essentiellement dans le cadre d'un financement unilatéral permis par deux projet successifs de développement forestier de la Banque Mondiale et deux autres projets successifs financés par la Coopération Japonaise, ont intéressé plusieurs composantes dont : la mise en place de l'inventaire forestier et pastoral, le renforcement des compétences dans diverses opérations forestières, l'élaboration et l'opérationnalisation d'une démarche qui a concerné dix opérations pilotes de développement forestier intégré, la réalisation de deux études de stratégie sur les forêts et le



chêne liège, la production de manuels techniques et le développement d'une approche appropriée pour les concessions forestiers.

L'espace sylvo-pastoral a bénéficié également d'un appui institutionnel apporté par le Centre d'Investissement à l'Office Sylvopastoral du Nord Ouest.

6. La pêche et l'aquaculture

Ce secteur a été notamment concerné par la réalisation d'un plan directeur de l'aquaculture, et le renforcement des capacités nationales en matière de contrôle des normes de qualité. La gestion et la valorisation des ressources halieutiques ont été également ciblées à travers des activités de rationalisation de gestion des stocks et de valorisation des produits comme le poisson bleu, la civelle et la palourde.

7. Le développement rural et la réduction des disparités

Aux résultats sectoriels cités précédemment, il faudra ajouter les résultats des opérations spécifiques des projets ciblant les disparités et le renforcement des capacités institutionnelles opérantes sur les disparités et ayant un impact sur le développement rural. On peut citer à ce titre le développement d'une approche méthodologique de remembrement agricole, l'élaboration d'une stratégie de promotion des petites et moyennes exploitations agricoles, l'intégration des informations géo-référencées dans les analyses et projets d'étude de projets agricoles, l'élaboration d'une stratégie nationale en faveur de la femme rurale. Plus récemment, l'emploi agricole a été ciblé par la formation de groupes de jeunes promoteurs de projets agricoles et leur accompagnement lors du démarrage de leurs projets.

8. L'appui aux politiques et le renforcement des capacités

Outre les résultats de l'appui de la FAO aux politiques sous sectorielles cités précédemment, il convient d'y ajouter les produits des projets ciblant spécifiquement le renforcement des capacités des structures professionnelles fournissant des services d'appui aux agriculteurs : plaidoyer pour le renforcement des chambres d'agriculteurs, système d'information pour décideurs, étude de base pour orienter les négociations commerciales.



Globalement, l'action de la FAO a été matérialisée par des résultats concrets, qui apportent des réponses adéquates et pertinentes aux besoins du secteur agricole et rural en Tunisie.



3. Principales activités et réalisations des projets de terrain en Tunisie de 1986 à 2010

Le développement agricole a été, en Tunisie, au centre des préoccupations des stratégies de développement économique, l'objectif étant d'accroître à la fois les exportations agricoles et la production des produits alimentaires pour atteindre un équilibre durable de la balance alimentaire et assurer l'autosuffisance pour certains produits de base.

Les institutions de l'Etat, qui jouent un rôle important dans le développement, sont souvent amenées à chercher des appuis et des formes d'assistance auprès des partenaires de la Tunisie.

Les institutions financières internationales et régionales ainsi que les agences de coopération bilatérales bien que présentes, ne couvrent qu'une partie des besoins exprimés. L'assistance de la FAO, qui était focalisée sur les aspects techniques de l'amélioration de la production alimentaire durant les années 70, a été de plus en plus sollicitée à partir de 1987 pour accompagner les grandes réformes, qui avaient été entreprises dans le cadre des plans d'ajustement structurels entre 1987 et 2000. Ces réformes ont touché un grand nombre de domaines, où la FAO a été associée avec une concentration marquée sur l'appui aux politiques et le renforcement des capacités institutionnelles.

Bien que spécifiques, les projets sous-sectoriels appartenant à cette catégorie, ont été répartis sur l'ensemble des domaines techniques, qui relèvent de la compétence de l'Organisation. Ces domaines sont articulés autour de sept axes d'intervention énumérées ci-après:

- La gestion rationnelle et durable des ressources naturelles
- L'amélioration de la production végétale et la production des végétaux
- La production et la santé animales
- La qualité et la sécurité sanitaires des aliments
- Le développement forestier
- La pêche et l'aquaculture
- Le développement rural et la lutte contre les disparités

Les projets menés dans ces différents domaines résultent beaucoup plus des



démarches ad hoc menées par les instances du gouvernement que d'un choix planifié dans un cadre de programmation. En effet, aucun NMTPF ou CPF n'a été préparé, étant donné que la préférence du gouvernement a été fondée jusqu'à présent sur l'utilisation de l'avantage comparatif offert par l'Organisation sur des aspects techniques pointus.

En revanche, la FAO a participé à l'élaboration de deux plans cadres d'aide au développement des nations unies (UNDAF), correspondant à deux cycles de programmation : 2001-2006 et 2007-2011. Le dernier cycle a été axé sur 4 effets prioritaires qui sont :

- Equité , Disparité et qualité de vie
- Jeunes et adolescents
- Mondialisation
- Emploi

Pour le dernier UNDAF, l'agrégation des priorités de l'Organisation et leur croisement avec les thèmes fédérateurs UNDAF ont permis d'insérer les résultats réalisés des projets de terrain récemment achevés ou en cours d'exécution dans trois effets et résultats UNDAF (équité, mondialisation et emploi).

En outre, le programme conjoint UNJP/TUN/034/SPA (titre à ajouter), inscrit à l'UNDAF, a alloué à la composante FAO un montant de 678863 dollars EU sur un total de 3.115000 dollars EU alloués à toutes les autres agences impliquées (PNUD, ONUDI, OIM et BIT).

3.1 Ressources naturelles

En matière de gestion de ressources naturelles, la Tunisie a pu réaliser de nombreux acquis et disposer d'outils assez performants, grâce à des activités de coopération technique où la FAO figure en bonne place.

Les interventions les plus récentes ont été matérialisées par les projets suivants :

- GCP/TUN/028/ITA « Programme de conservation des eaux et du sol ».

Budget : 12479.789 dollars EU. (2001-2006).



Ce projet a agi dans trois zones sensibles de l'étage bioclimatique semi-aride pour préserver durablement les eaux et les sols et favoriser l'intégration économique de la population rurale par la création de revenus. Il est considéré comme un exemple de réussite par l'ancrage d'une démarche et d'un système apparenté à la gouvernance locale intégrant l'ensemble des composantes du développement durable : travaux d'infrastructures, ouvrages de conservation des eaux et du sol, adéquation des modes culturels aux systèmes agro-culturels, intégration économique, création de micro-entreprises, valorisation du travail familial et artisanal et regroupement participatif de la population cible. Ce projet s'est distingué aussi par la présence d'une équipe d'experts permanente qui a assuré une assistance de proximité (peu courante pour les projets). Les réalisations de ce projet sont reprises dans le détail dans le chapitre 4.1.

- TCP/TUN/2908 « Appui à la préparation du programme national d'investissement à moyen terme de la formulation des projets bancables pour la mise en œuvre du PDDAA ».

Budget : 115.202 dollars EU. (2005).

Ce projet a servi de catalyseur pour initier une action complémentaire à celle du gouvernement en matière d'identification de grands projets d'investissement, ce qui a permis de développer six profils de projets dans le cadre du NEPAD axés sur la mobilisation des eaux pluviales. L'appropriation de ces projets, dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques et la rareté de la ressource eau, est considérée comme un acquis, indépendamment du montage financier de chaque projet.

D'autres projets plus anciens ont été menés avec succès dans ce cadre et qui sont brièvement présentés ci-dessus :

- TCP/TUN/4504 « Aménagement intégré des bassins versant de la Tunisie Centrale ».

Budget : 123530 dollars EU (1985-1986).

Ce projet a permis de développer une méthodologie d'études et d'exécution en régie de lacs collinaires, méthodologie qui a servi à élaborer un vaste programme de réalisation des lacs collinaires pour la rétention de l'eau pluviale, l'alimentation des nappes, l'abreuvement du cheptel vivant et de la population et la création de périmètres irrigués.



- TUN/84/014 « Aménagement intégré des bassins versants du Nord-ouest »

Budget : 670 526 dollars EU. (1985-1987).

Ce projet apparenté au précédent projet, s'en est distingué par une approche intégrée et participative et l'accompagnement technique d'un projet d'investissement financé par la Banque Mondiale et exécuté par une agence nationale : l'Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest. L'assistance technique de ce projet a été axée sur la mise en place et l'utilisation des outils de l'approche participative à titre pilote et le renforcement des compétences nationales en la matière.

Ce projet avait constitué le socle d'un éventail d'activités de développement intégré dans trois gouvernorats et qui ont été soutenus ultérieurement par des programmes d'investissement de la Banque Mondiale.

- UTF/TUN/019 « Formation et vulgarisation des techniques améliorées d'irrigation »

Budget : 206.765 dollars EU. (1986-1987).

Ce projet, qui avait pour objectif de rationaliser les techniques traditionnelles d'irrigation dans les périmètres irrigués de la Basse vallée de la Medjerda, trop gaspilleuses d'eau et couvrant 75% des superficies, a initié les premières formations, qui ont permis d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie nationale d'économie de l'eau en irrigation et d'installer les premiers bancs d'essais de matériel de planage et d'irrigation localisée et de mener des activités ciblées de vulgarisation auprès des agriculteurs.

Cette assistance technique a permis par ailleurs de sensibiliser le PNUD à l'importance de l'économie de l'eau en irrigation. L'implication du PNUD a été matérialisée par les deux projets suivants :

- TUN/86/014 « Développement de l'irrigation d'appoint des cultures céréalières »

Budget : 355.568 dollars EU (1987-1991)

Ce projet, qui visait l'élaboration de paquets technologiques et d'itinéraires techniques pour améliorer les rendements des cultures céréalières pluviales, a



permis d'accompagner la mise en place d'un programme national de céréales soutenu par des irrigations d'appoint sur plus de 50 000 ha, pour pallier aux insuffisances des précipitations et à leur mauvaise répartition. L'assistance a permis de renforcer les compétences, de planifier et de gérer l'occupation des sols et l'utilisation des eaux dans les périmètres irrigués, dans le but de garantir une production minimale de céréales lors des années de disette et d'éviter les ruptures de stocks de semences des variétés autochtones.

- TUN/91/002 « Formation et développement de l'économie de l'eau en irrigation »

Budget : 650.000 dollars EU. (1992- 1996).

L'objectif global du projet était centré sur la gestion des ressources en eau par le renforcement des compétences des services techniques du Ministère de l'Agriculture appelés à assister les agriculteurs, après maîtrise des techniques méthodes adaptées aux conditions du pays.

Les principaux résultats de ce projet ont été les suivants :

- La formation de 37 ingénieurs cadres en cours d'exercice à travers trois sessions de formation organisées à l'Institut National Agronomique de Tunis (INAT), chaque session s'étalant sur une année.
- La réalisation de 37 études d'analyse-diagnostic de périmètres irrigués pilotes par ces mêmes ingénieurs en collaboration avec les agents de vulgarisations et les exploitants agricoles.
- La formation de 59 agents vulgarisateurs
- L'élaboration de documents techniques : un guide et plusieurs bulletins à l'usage des vulgarisateurs
- L'organisation d'une campagne intensive de vulgarisation (CIVIT) relative à l'économie de l'eau en irrigation dans les oasis du sud (Tozeur et Kebili).
- Une étude pilote sur l'évaluation de l'impact de l'irrigation pratiquée en application des techniques d'économie d'eau de la région de Bizerte
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un cahier de charges pour les équipements importés pour l'irrigation

Ces résultats ont eu un impact immédiat sur l'évolution des superficies irriguées et équipées en matériel d'économie d'eau, qui ont atteint à la fin du projet 13000 ha et ont amené deux nouveaux projets d'économie d'eau à grande



échelle, l'un dans les oasis du Sud pour un coût de 98 millions DT financé par l'OECE (Japon) et l'autre dans trois gouvernorats du centre pour un coût total de 23 millions DT cofinancé par la KFW (Allemagne).

- TUN/89/006 « Renforcement des laboratoires d'analyse des sols ».

Budget : 136 928 dollars EU (1988-1989)

Les activités de ce projet avaient porté sur le renforcement de trois laboratoires d'analyse des sols, à travers la formation et la fourniture d'équipements de laboratoire. L'objectif était d'approfondir la connaissance et d'améliorer la fertilité des sols des exploitations agricoles en assistant les agriculteurs dans le choix des spéculations, des systèmes culturaux adaptés et des amendements du sol.

- TUN/86/020 « Renforcement des Arrondissements en conservation des eaux et des sols »

Budget : 435 974 dollars EU (1988-1993)

- TUN/92/001 « Appui technique pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation des eaux et du sol »

Budget : 376 894 dollars EU (1993-1999)

Les objectifs de ces deux projets qui se sont succédés étaient de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles (eau et sol), de favoriser la production agricole et d'améliorer les revenus. Leurs activités étaient axées sur le développement d'outils et de méthodes devant accompagner la mise en œuvre de la première stratégie nationale de conservation des eaux et du sol (1991-2000).

Les principaux résultats obtenus par ces projets ont été :

- La mise en place d'un cadre de concertation entre différents partenaires (ONGs, institutions, secteur privé et agriculteurs)
- Le développement et la mise en œuvre d'une démarche de développement participatif communautaire et intégré, dans cinq zones pilotes sur 2210 ha.



- La formation de 16 équipes locales pluridisciplinaires comptant 64 ingénieurs pour mener des enquêtes de terrain et réaliser des études de diagnostic technique et socio-économique.
 - La formation de 10 agents et techniciens des services centraux en matière de travaux CES, de SIG et de suivi;
 - Des travaux d'aménagement sur 8 microsites pilotes, couvrant 500 ha répartis dans les régions du centre et du nord ouest et affectés par le morcellement,
 - La mise en place d'un dispositif favorisant l'entreprise privée dans l'exécution des travaux CES
 - La mise en place d'un système de suivi-évaluation avec établissement de normes technico-économiques pour les différentes techniques CES
 - La réalisation d'une étude pilote de quantification de l'impact de la CES sur la recharge de trois nappes (Zaghouan, Médenine et Tataouine).
- TUN/89/005 « Développement des techniques d'épandage des eaux crues »

Budget : 155 000 dollars EU (1989-1993)

La mission du projet était d'appuyer le gouvernement dans ses objectifs de sécurité alimentaire en produits de base. Plus spécifiquement il a favorisé le renforcement de compétences en matière d'études de faisabilité des projets d'épandage des crues et de supervision de leur exécution. Il est apparu, au delà des cas d'études réalisées par l'équipe des experts nationaux avec l'appui des experts internationaux, que l'approche ne devra pas se limiter au programme d'aménagement défini mais établir en parallèle un programme de développement intégré et multisectoriel à l'issue d'une étude de diagnostic de toutes les composantes.

- UTF/TUN/019/TUN « Assistance technique à l'étude de gestion des ressources naturelles »

Budget : 699 282 dollars EU (1992-1994)

Ce projet dont l'objectif était de définir un plan d'action harmonieux de gestion des ressources naturelles, a réalisé onze études de base sur les systèmes agraires existants en Tunisie (Nord-est, Mogods, Tell, Dorsale, Dorsale occi-



dentale, Hautes steppes, Basses steppes, Jeffara, Chainons atlasiques, Chotts, Ergs et Ouaras) articulées sur quatre axes : diagnostic, leçons apprises des expériences passées, recommandations et propositions de projets bancables prioritaires.

A la suite de quoi, la Banque Mondiale ainsi que l'AFD ont approuvé les premiers financements du Programme National de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN).

3.2 Production et protection des végétaux

La Tunisie a eu recours à l'assistance technique de la FAO essentiellement dans le cadre du PCT pour développer certaines approches axées sur l'amélioration de la productivité et de la qualité de ses productions arboricole, horticole et céréalière. Les interventions de la FAO ont été matérialisées par 24 projets nationaux dont les plus importants ont été les suivants:

- TCP/TUN/4505 « Préparation d'un programme d'investissement dans le secteur céréalier »

Budget : 199 287 dollars EU (1985-1987)

La FAO a apporté à la Direction Générale de la Planification Agricole (DGPA) du Ministère de l'Agriculture tous les appuis techniques du Centre d'Investissement et les expertises nationales pour identifier les besoins, contraintes et défis du secteur céréalier et conduire une étude complète, qui a été intégrée dans le plan national de développement en tant que stratégie, dont les orientations et actions ont été poursuivies jusqu'à présent. Le plan céréalier a en effet recommandé des programmes d'action dans divers domaines (choix culturels et variétaux, système de cultures, semences, fertilisation, mécanisation, stockage, technologies, etc..) sur le long et le court termes.

L'assistance technique de la FAO a permis de renforcer les capacités nationales pour l'exécution et la supervision des programmes céréalières par les services régionaux et ceux spécialisés de la Direction Générale de la production agricole et de l'Office des céréales.



- TCP/TUN/6756 « Unité pilote de production d'inoculum pour légumineuses »

Budget : 158 400 dollars EU (1987-1989).

Compte tenu des faibles rendements des légumineuses cultivées souvent en assolement avec les céréales, le Gouvernement (Direction Générale de la Production Agricole) a sollicité l'aide de la FAO pour améliorer la productivité et les rendements des cultures céréalières et des légumineuses. L'assistance de la FAO a permis d'équiper et de rendre fonctionnel un laboratoire de production d'inoculum (le substrat étant fourni par une tourbière locale) et d'expérimenter avec succès sur des sites pilotes l'inoculum produit. Un guide pratique a été également fourni par le Siège et diffusé auprès des institutions et opérateurs concernés.

- TCP/TUN/8955 « Développement du secteur semences et plants »

Budget : 240 000 dollars EU (1989-1991)

La mission de ce projet a été de faire l'analyse du secteur semencier, de mettre en place un forum semencier et de proposer, à l'issue des travaux des commissions et groupes de travail, un plan national semencier couvrant toutes les filières « semences » en grandes cultures, fourrages et forêts, plantes horticoles potagères et arboriculture.

Le projet a pu déterminer plusieurs éléments de stratégie, qui ont été repris par les plans nationaux sous forme de mesures, programmes, et dispositifs assurant une production nationale de semences et plants de meilleure qualité.

- TCP/TUN/2903 « Appui au développement et à l'organisation de l'agriculture biologique ».

Budget : 310 000 dollars EU (2002-2005).

Ce projet a permis de doter les structures d'encadrement de l'agriculture biologique des instruments appropriés à la durabilité et l'expansion de ce secteur, dont la création de centres de connaissances, d'une ferme pilote, d'un processus de formation/vulgarisation à travers l'école des champs, des applications informatiques pour la traçabilité et le codage et des fiches techniques pour les cultures. Les résultats de ce projet sont repris dans le détail dans le Chapitre 4.2.



- TCP/TUN/2907 « Appui à la vulgarisation et à la formation participatives pour le développement de la production durable ».

Budget : 255 536 dollars EU (2003-2005).

Ce projet a permis de développer deux campagnes intensives de vulgarisation pour améliorer les systèmes culturaux pratiqués pour le blé et de réaliser de meilleurs rendements. Il a permis de toucher près de 900 agriculteurs dans six gouvernorats du nord et d'outiller les services nationaux pour reproduire ses campagnes intensives.

- TCP/TUN/3201 « Amélioration des revenus des agriculteurs à travers la valorisation des variétés locales de blé dur ».

Budget : 332 000 dollars EU (2008-2010)

L'objectif principal de ce projet porte sur la valorisation et la conservation in situ des cultures de blé dur autochtones à travers des activités de production de semences améliorées, de conduite culturale adaptée et de valorisation des produits transformés à base de blé dur. Il a agi dans trois zones d'intervention de l'étage bioclimatique semi-aride et touché près de 200 agriculteurs céréaliers avec leurs familles. Outre son impact sur l'intégration économique de ces agriculteurs, le projet a développé des approches transposables à d'autres régions en matière d'adaptation climatique, d'amélioration des rendements et de la qualité, d'organisation des bénéficiaires, de transformation artisanale du blé et de commercialisation (voir Figures 1 et 2).



Figure 1 : Session de formation participative sur les activités de valorisation des Variétés autochtones de blé dur (Projet TCP/TUN/3201)





Figure 2 : Préparation manuelle du couscous traditionnel avec une variété de blé autochtone et sa valorisation par un emballage pour lui conférer une image de marque (Projet TCP/TUN/3201).

- TCP/TUN/4554 «Appui à la diversification de la production horticole : Relance de la culture des asperges »

Budget : 148 000 dollars EU (1995-1997).

Le Ministère de l'Agriculture, qui se préoccupait d'orienter une partie de la production végétale vers l'exportation dans le but de réduire le déficit de la balance alimentaire et améliorer ainsi la sécurité alimentaire, a demandé à la FAO une assistance appropriée pour relancer la culture des asperges. Bien que pratiquée depuis 1952, cette culture est restée aléatoire car l'artichaut est peu consommé au niveau national et peu exporté ou transformé pour des raisons de qualité et de masse critique.

L'effort du projet a porté sur le renforcement des capacités en matière de



maitrise technique et commerciale de la filière. Des études ont été également réalisées sur les aspects techniques et économiques, la commercialisation sur les marchés intérieur et extérieur, la conservation et la transformation . Ces études ont été diffusées auprès des représentants de la profession, des opérateurs et institutions concernées. Le projet a assuré également un service d'accompagnement technique des plantations pilotes réalisées par les agriculteurs privés.

- TCP/TUN/8823 « Promotion de la production et de l'exportation des fleurs coupées de haute qualité »

Budget : 193 000 dollars EU (1998-2000).

Ce projet a visé le renforcement des capacités techniques de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles et celles des floriculteurs privés afin de permettre l'émersion d'un label « fleur tunisienne » sur le marché européen et promouvoir l'exportation des fleurs, qui contribue à son tour à améliorer l'équilibre de la balance alimentaire. La stratégie du projet a été axée sur le renforcement des capacités (22 personnes formées) la diversification de la production dans trois sites pilotes et la maitrise des techniques en matière de production et des opérations post-récolte conservation, stockage et expédition. Un Manuel technique sur 18 espèces cultivées pour les fleurs coupées et un documentaire audio-visuel ont été également produits et diffusés.

- GCP/TUN/025/FRA « Programme de collaboration FAO/France pour une étude de diagnostic de la filière datte »

Budget : 114 063 dollars EU (1994-1995)

L'objet de ce projet a été la réalisation d'une étude plurisectorielle de la filière datte, la première du genre et qui a été jugée pertinente au regard des contraintes qui entravent la production et la commercialisation des dattes. Des éléments de stratégie ont été retenus par le plan national de développement notamment pour améliorer la qualité :

- TUN/90/005 « Assistance technique au développement de la vulgarisation agricole »



Budget : 1 344.137 dollars EU (1990-1997).

Ce projet a visé, à travers l'assistance de la FAO, l'établissement de bases méthodologiques et la mise en pratique d'une approche innovante favorisant la prise en charge de la vulgarisation par la profession, les ONGs et le secteur privé ainsi que le désengagement progressif de l'Etat.

Les résultats de ce projet ont porté sur :

- L'élaboration d'une stratégie nationale de vulgarisation,
- Le mise en place d'un système de suivi-évaluation informatisé
- La mise au point des techniques améliorées de communication et l'édition de matériel : 40 fiches thématiques, 10 manuels, 300 spots et émissions télévisées, ainsi que 200 actions de démonstration auprès des agriculteurs
- 56 cycles de formation en plusieurs sessions pour des groupes de 15 à 20 personnes sur divers thèmes,
- La mise au point d'un programme de vulgarisation spécifique aux femmes rurales.

Un autre aspect de l'assistance de la FAO réside dans diverses activités spécifiques de protection des plantes qui ont été menées dans le cadre des projets suivants

- TCP/TUN/2901 « Réorganisation du secteur de la défense des cultures ».

Budget : 138.000 dollars EU (2002-2003).

Ce projet qui avait le but d'appuyer les services nationaux dans ses efforts de réorganisation des unités de services d'appui aux agriculteurs en matière de quarantaine et de lutte contre les ravageurs, a mené des activités de renforcement des compétences par la formation et l'encadrement de nouvelles unités issues de la restructuration des services nationaux, de la protection des plantes, qui a été mise en place en 2002.

- TCP/TUN/2902 « Contrôle de la cératite par la technique des mâles stériles.»

Budget : 165 217 dollars EU (2004-2005) .

Ce projet a joué un rôle majeur dans la création d'une nouvelle unité de pro-



duction de mâles stériles de la mouche des fruits et à conduire plusieurs lâchers dans une zone pilote du Cap Bon où dominait la culture des agrumes. L'objectif du projet, dont les activités ont été couronnées par le succès, était aussi de fournir des éléments pour développer une stratégie de lutte intégrée en phase avec les approches de la FAO pour l'IPM ou lutte intégrée.

Ce projet est venu parfaire une action menée durant les années 1992-1994 par le projet TCP/TUN/2256 « Contrôle et éradication de la cératite » sous la supervision de la Division conjointe FAO/AIEA, qui a organisé des tests de lâchers de mâles stériles dans les oasis du sud. Les résultats obtenus ont été jugés excellents tant pour la qualité des mâles produits en Autriche que pour l'impact de la technique sur les cultures notamment arboricoles.

- TCP/TUN/3002 « Assistance d'urgence à la lutte contre le criquet pèlerin ».

Budget : 388.921 dollars EU (2004-2006).

Ce projet avec l'appui du programme EMPRES et d'autres projets régionaux (OSRO/RAF/425/AUL, OSRO/RAF/429/AFD, OSRO/RAF/421/BEL, OSRO/RAF/504/IRE et GCP/INT/958) et du projet OSRO/TUN/501/ITA, a permis de réaliser des activités de formation en matière de lutte préventive antiacridienne et l'introduction d'une démarche de qualité dite QUEST et de doter les services nationaux par des équipements qui leur manquaient.

En parallèle la gestion des stocks de pesticides et en particulier ceux périmés a bénéficié d'un égard particulier à travers les interventions des projets GCP/INT/977/WBK, OSRO/RAF/431/NET, OSRO/INT/959/NET et GCP/INT/979/NET) qui ont contribué à renforcer les capacités nationales, en matière d'inventaire, de manutention, de base de données et d'actualisation des dispositifs nationaux pour éviter l'accumulation des stocks.

3.3 Production et santé animales

Le secteur de l'élevage compte pour 38% de la valeur de la production agricole. (contre 18% en 1989). La forte croissance de ce secteur, due à l'expansion de la demande et au soutien continu du gouvernement, masque quelques prob-



lèmes dont la fluctuation des disponibilités fourragères et alimentaires du bétail et les risques sanitaires même si la base sanitaire paraît solide.

Ce secteur a bénéficié de l'assistance de la FAO à travers 12 projets dont sept projets PCT. S'agissant des aspects de production, l'objectif du gouvernement est de garder un niveau proche de l'autosuffisance en produits animaux ; la FAO a fourni une assistance dans le passé à travers les projets suivants :

- TCP/TUN/6652 « Développement de la production des fourrages et de l'élevage ».

Budget : 189.000 dollars EU (1986-1988).

Ce projet avait eu pour résultat l'élaboration d'un document de stratégie et d'un plan d'action pour développer les ressources fourragères et prévoir les investissements du secteur public dans ce domaine. Ce plan, qui a été conçu, de manière complémentaire au plan céréalier élaboré dans le cadre du projet TCP/TUN/4505, visait le développement de l'élevage ovin, caprin et bovin à travers l'amélioration et la stabilisation de la disponibilité des ressources alimentaires du bétail sur le plan local.

Il y a lieu de noter que ce secteur a connu une croissance soutenue de l'ordre 3.8% depuis plus de trente ans grâce aux efforts conjugués de l'Etat (encadrement, couverture sanitaire, amélioration génétique et développement des ressources fourragères et des parcours) et du secteur privé (accroissement du troupeau et infrastructures).

- TUN/84/013 « Développement de l'élevage dans les oasis et les zones sahariennes. ».

Budget : 226.886 dollars EU (1987-1993).

Ce projet, qui avait pour objectif d'améliorer les revenus des éleveurs du sud par la rationalisation de l'élevage traditionnel et des pratiques en usage, a permis d'introduire et de développer l'élevage de races caprines améliorées dans les oasis du sud, de valoriser les sous produits des oasis par des traitements appropriés, ainsi que l'amélioration de la conduite de l'élevage camelin.

L'institut des régions Arides (IRA, Médenine) qui avait la responsabilité de



ce projet au plan national, a utilisé ses acquis techniques pour développer et réaliser un programme d'amélioration des performances de l'élevage au sud tunisien.

- Projets Telefood 01, 02 et 03

Trois projets Téléfood ont été à l'origine de la création de 35 microprojets cunicoles promus par 3 groupes de femmes rurales dans des localités pauvres. Le premier de ces projets TFD/01/TUN/001 a concerné un groupe de 16 femmes à Mornaguia qui on bénéficié d'un financement de l'ordre de 9 950 Dollars EU en 2005. Les deux projets (TFD/06/TUN/02 et 03) ont également permis de financer en 2009 les microprojets d'élevage cunicole de 19 femmes à concurrence de 18 500 Dollars EU dans la région du Cap Bon.

Parallèlement les activités de santé animale sont devenues au fil du temps un axe prioritaire de la coopération de la FAO /Tunisie notamment dans le cadre des interventions d'urgence à travers les projets suivants :

- TCP/TUN/8054 « Surveillance, Prévention et contrôle de la lucilie bouchère »

Budget : 250 000 dollars EU (1989-1990).

La mission du projet était axée sur le renforcement des capacités nationales en matière de prévention de la Lucilie bouchère, suite à son apparition en Libye où il a fallu mener des actions massives d'éradication de ce fléau avant que le cheptel du pays ne soit déclaré indemne. Il n'y a jamais eu de cas déclarés d'animaux atteints par la lucilie bouchère en Tunisie.

Durant la période couverte par ce rapport, deux projets PCT de santé animale ont été menés dans le cadre des interventions d'urgence :

- TCP/TUN/0051 « Campagne d'urgence contre la fièvre aphteuse »

Budget : 210 000 dollars EU (1990)

L'activité principale a porté sur l'importation et la fourniture de vaccins aux services nationaux vétérinaires.



- TCP/TUN/1251 « Campagne de vaccination contre la brucellose »

Budget : 140 000 dollars EU (1992)

L'activité principale a porté sur l'importation et la fourniture de vaccins aux services nationaux vétérinaires

Dans cette ligne, la Tunisie a bien accueilli les projets régionaux et interrégionaux suivants :

- TCP/RAF/3106 « Renforcement du contrôle des maladies animales à travers l'amélioration du système de l'information sur les maladies animales transfrontalières (TAD info) »
- OSRO/GLO/504/MUL, OSRO/GLO/601/SWE et OSRO/RAB/601/SPA. Ces trois projets d'assistance d'urgence pour le contrôle de l'influenza aviaire ont contribué au cours de 2006 à renforcer les capacités nationales dans l'élaboration et l'exécution d'un plan national de vigilance axé sur la prévention, l'information et la coordination avec toutes les institutions concernées par la santé animales et humaine.

Le relais a été assuré à partir de 2007 par le Centre régional de la santé Animale pour l'Afrique du Nord (ECTAD) qui a été établi au sein du Bureau Sous-Régional de Tunis avec l'appui du projet OSRO/RAB/601/SPA financé par L'Agence Espagnole de Coopération Internationale (AECI).

- GCP/RAB/002/FRA « Renforcement de la surveillance et système d'alerte pour la Bluetongue, la fièvre du Nil Occidental et la rage au Maroc, en Algérie et en Tunisie » qui a mené des activités de coordination et de formation pour la surveillance des trois maladies précitées au niveau des trois pays et a contribué à l'échange d'informations et à l'élaboration de stratégies de prévention.

3.4 Qualité et sécurité sanitaire des aliments

La déficience alimentaire ne dépasse pas le taux de 1% en Tunisie et les disponibilités alimentaires n'ont pas connu d'entraves particulières malgré l'instabilité



le renchérissement des prix durant ces dernières années. En outre, des efforts sont déployés par les services nationaux pour améliorer les standards de qualité, ce qui a généré un besoin en assistance extérieure dont une partie a fait l'objet de projets de coopération avec la FAO dans le cadre du PCT. Les trois projets suivants appartiennent à cette catégorie :

- TCP/TUN/0065 « Appui à la création et au renforcement d'un comité national CODEX ».

Budget : 132 000 dollars EU (2000-2003).

Ce projet a servi à mener des activités de renforcement des capacités et de formation en matière de salubrité des produits alimentaires pour la consommation locale et les exportations. Il a également mis en place un comité national CODEX et appuyé la mise en place d'un cadre institutionnel en matière de normes alimentaires.

- TCP/TUN3202 « Appui au développement et à la mise en place d'un système de contrôle des produits de qualité à l'origine ».

Budget : 328 000 dollars EU (2008-2010).

Ce projet a permis de mener des démarches de qualité pour orienter les actions à mettre en œuvre pour une organisation efficace du secteur et à renforcer les capacités nationales par la formation des acteurs. Les résultats de ce projet sont repris dans le détail au chapitre 4.3.

- TCP/TUN/2102 « Fonds du PCT »

Budget : 191 068 dollars EU (1999-2010)

- Sous-Projet « Analyse des risques et évaluation des niveaux de contamination des aliments en Tunisie ».

Il s'agit d'une première composante d'un projet de la facilité « Fonds du PCT » avec une allocation de 90 702 dollars EU, qui a servi à mener une première étude sur l'alimentation totale en Tunisie (TDS) au cours de 2009/2010. L'OMS, intéressée par l'étude, s'est engagée à réaliser des analyses complémentaires pour affiner l'étude.



- Sous Project « Etablissement et mise en place d'une stratégie de promotion de la qualité et du marketing des produits agricoles et alimentaires ».

C'est une deuxième composante de la facilité avec un budget de 100 366 dollars, qui a permis de réaliser au cours de 2009/2010 une étude comportant un état des lieux et un plan d'action pour promouvoir la qualité générique et spécifique des produits alimentaires nouveaux et classiques.

Par ailleurs, la FAO a aidé, au cours des années 90 le gouvernement à élaborer deux documents de stratégies à travers deux projets :

- TCP/TUN/2255 « Définition d'une politique alimentaire et nutritionnelle ».

Budget : 112000 dollars EU (1992-1993).

Le document produit a permis, à travers quatre études de base, de caractériser les mécanismes qui garantissent la régularité et la stabilité des approvisionnements alimentaires aux plans qualitatif et quantitatif pour faire face aux besoins alimentaires et nutritionnels de toutes les couches sociales de la population.

- TCP/TUN/4553 « Appui à l'élaboration d'un plan directeur du froid ».

Budget : 195 000 dollars EU (1995-1997).

Le document produit, à l'issue d'une enquête de terrain, a brossé un état des lieux qui a servi à orienter les investissements privés et à moduler les encouragements de l'Etat en fonction des besoins des marchés et des impératifs de développement des filières de production autres que celles de la pêche. Cette assistance a permis aussi de renforcer les capacités du Ministère de l'Industrie (Direction Générale de l'Agroalimentaire), qui procède à présent et périodiquement à l'actualisation de ce plan directeur.

3.5 Développement forestier

Pour les ressources forestières, l'accent est mis sur la réduction et la surexploitation du couvert forestier, la dégradation continue du chêne liège, la faible



valorisation des produits forestiers, le peu d'intérêt du privé vis-à-vis du reboisement et de la conservation des ressources forestière.

Le secteur des forêts a bénéficié dès la fin des années 80, de l'appui de plusieurs projets de coopération technique et financière (BM, GEF, JBIC et GTZ). La FAO a fourni un important appui pour l'exécution des composantes techniques des projets de la BM et de la JBIC à travers six projets d'assistance technique sur huit projets dont a bénéficié le secteur de la forêt. Les principaux projets qui ont été menés par la FAO, sont les suivants :

- UTF/TUN/020/TUN « Assistance technique au développement forestier ».

Budget : 817942 dollars EU. (1989-1994).

Ce projet a constitué le volet technique du premier projet forestier financé par la banque mondiale (prêt n°2870-TUN) et avait pour objectif d'apporter un appui à la Direction générale des forêts en matière d'expertise et de formation dans divers domaines dont les plantations mécanisées, la production des plants forestiers et les questions d'aménagement forestier.

Parmi les résultats importants de ce projet, outre le renforcement des compétences à travers des sessions de formation et des voyages d'études totalisant 46 h/ mois au profit de 36 personnes, il y a lieu de noter la réalisation du premier inventaire forestier et pastoral informatisé et la constitution d'une base de donnée SIG.

- TCP/TUN/8956 (recodé TCP/TUN/2252). « Lutte contre l'ensablement »

Budget : 210 000dollars EU. (1989-1992).

Ce projet, qui a connu deux phases (avec interruption en 1991 lors de la première guerre du Golf), a eu pour objectif de réaliser des études de base en matière d'ensablement et de lutte contre la désertification dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la désertification, qui a été élaborée en 1988 avec une assistance du PNUD.



Les études réalisées, au nombre de six, ont porté sur les aspects suivants : législation, dynamique éolienne, socio-économie des régions concernées par la désertification, brise-vents, et aménagement des parcours extensifs. Deux types de projets ont également été proposés : le premier portant sur la coordination et le suivi-évaluation, le second sur une série de projets d'exécution individualisés par gouvernorat avec deux types d'opérations concernant le domaine de l'état et l'espace rural dans le domaine privé.

- UTF/TUN/027/TUN « Assistance technique au développement forestier communautaire participatif ».

Budget : 1 195.964 dollars UE. (1998-2002).

Ce projet a eu pour objectif de mettre au point une stratégie spécifique de développement forestier participatif dans le cadre du deuxième projet PDF de la Banque mondiale. Il a notamment réalisé les travaux suivants :

- Trois études pour des opérations pilotes de développement intégré (OPDI) de trois unités socio-forestières : Chenanfe, Seraya et Dmaïn. Les études ont été réalisées en plusieurs étapes pour impliquer les populations cibles et ont abouti à trois plans de développement communautaires (PDC) finalisés.
 - Exécution des programmes de formation pour ces mêmes OPDI en plus de ceux de deux autres OPDI réalisées par des ONGs (Ain Selsla et Oued El Ksab)
 - La supervision de l'élaboration de cinq OPDI confiées à des ONGs (Zilia, Bou-Abdallah, Ain Mazer, Ardh el Kef et R'mil)
 - Production et finalisation de dix plans de développement forestier pour les 10 OPDI confiés à l'équipe d'experts et animateurs du projet.
 - Formation de 5 cadres forestiers et 15 animateurs d'ONGs à travers 12 sessions sur l'utilisation des outils de gestion des OPDI.
 - Formation de 46 cadres forestiers sur l'approche participative des OPDI à travers trois sessions locales et trois voyages d'études (Maroc, Portugal, Egypte)
- UTF/TUN/029/TUN « Formulation du projet de développement des zones montagneuses et forestières du Nord Ouest ».

Budget : 421 660 dollars EU. (2001-2003).



Ce projet a servi à mobiliser des équipes multidisciplinaires, sous la supervision du Centre d'Investissement, qui ont préparé l'étude d'un projet de développement rural et sylvo-pastoral intégré, financé par la Banque Mondiale et exécuté par l'Office de développement sylvo-pastoral du nord-ouest (ODE-SYPANO).

- UTF/TUN/031/TUN « Assistance technique à l'ajustement et au renforcement organisationnel de l'Office de Développement sylvo-pastoral du nord-ouest ».

Budget : 155.150 dollars EU. (2005-2006)

Ce Projet a été mené dans le sillage du précédent projet pour ajuster l'action de l'ODESYPANO aux besoins du développement en tant que principale agence nationale chargée de l'exécution du projet d'investissement de la Banque Mondiale. L'appui à ce projet a été assuré par le Centre d'Investissement.

- UTF/TUN/032/TUN « Etudes stratégiques de gestion intégrée des forêts ».

Budget : 424.787 dollars EU. (2005-2007)

Ce projet a permis de réaliser deux études dans le cadre du grand projet de Gestion Intégrée des Forêts (PGIFI) financé par la JBIC. La première de ces études a porté sur l'élaboration d'un programme de gestion durable de la subéraie tunisienne, la seconde sur un plan/guide de reboisement destiné aux cadres forestiers aménagistes.

- UTF/TUN/033/TUN « Assistance technique à la gestion et l'aménagement et à la conservation de la biodiversité et au développement durable des ressources naturelles et formation ».

Budget : 183.388 dollars EU. (2008-2010).

Ce projet a été mis en œuvre pour poursuivre l'action du projet UTF/TUN/027 en matière d'opérationnalisation des plans de développement communautaire ainsi que celles du projet TCP/TUN/3101 en matière d'études d'opérations pilotes dans le domaine des concessions forestières.(cynégétique, sylvopastoralisme, pépinières et écotourisme).



- TCP/TUN/3101 « Appui à la mise en place des mécanismes de co-gestion pour le développement durable des forêts tunisiennes ».

Budget : 224 000 dollars EU (2008-2010).

Ce projet a visé l'amélioration économique et sociale de la population forestière et l'optimisation de la gestion des ressources forestière, en développant une approche qui permet à l'administration forestière (DGF) de transférer certaines responsabilités de gestion et activités forestière à la population et aux privés. Parmi les principaux résultats de ce projet qui a initié une démarche complexe, on peut citer :

- La détermination de 4 types de projets pilotes et l'identification de 18 sites de projets dans six gouvernorats. Les domaines d'intervention retenus concernent l'aménagement sylvo-pastoral et l'agroforesterie, la cynégétique, la production de plants et l'écotourisme. Chaque domaine a été traité à travers une étude complète réalisée par une équipe d'experts.
- Des modèles de dossiers d'appels d'offre (cahier de charge et contrat de concessions forestière) ont été élaborés
- Divers ateliers et réunions de sensibilisation
- Production et diffusion d'un guide sur les concessions forestières de l'état et d'une brochure, en français et en arabe.

Par ailleurs, les activités du Programme Forestier National (PFN) dans le cadre du partenariat avec le Mécanisme pour les Programmes forestiers nationaux ont mené à la réalisation d'une étude de base pour un PFN Tunisie avec le concours des ONGs et de la société civile, la mise en place d'un forum national et une étude sur les liens entre la pauvreté et le développement forestier. L'analyse effectuée a souligné le fait que l'Administration des forêts devra accorder plus d'importance à la lutte contre la pauvreté étant donné que les populations forestières appartiennent aux couches les plus pauvres du pays et à œuvrer avec d'autres partenaires pour maîtriser les modes de participation communautaire, à pratiquer des méthodes partenariales et à harmoniser ses programmes avec les autres composantes du développement rural.

3.6 Pêches

Le secteur des pêches a bénéficié de nombreuses interventions de la FAO, qui



avaient contribué à l'élaboration de stratégies de développement de la pêche. Ces stratégies reposent sur 4 axes qui sont : la rationalisation des ressources halieutiques, l'amélioration de la productivité et de la qualité, l'extension de l'aquaculture et la mobilisation des ressources peu exploitées (poisson bleu et pêche au nord du pays). Les projets récents, qui entrent dans le cadre de ces priorités ont été les suivants :

- GCP/TUN/030/ITA « Installation frigorifiques des ports de pêche en Tunisie ».

Budget : 955 453 dollars EU. (2004-2007)

Le projet avait deux objectifs :

- (i) améliorer les structures des ports de pêche que gère l'Agence des Ports et des Installations de pêche (APIP).
- (ii) La création d'un service de maintenance

Ces deux objectifs entraînent dans l'objectif général de la stratégie de pêche axée sur le développement quantitatif et qualitatif des prises de pêche. Le démarrage de ce projet a pris deux ans de retard en raison du recrutement tardif de l'expert coordinateur du projet (relevant de la composante Italie) et de l'ajustement des apports du projet aux besoins de l'APIP.

Ce projet a réalisé des activités de formation planifiées et a procédé à l'achat des équipements pour moderniser 9 ports de pêche. Un plan de travail fondé sur la poursuite du programme de formation des cadres et techniciens nationaux frigoristes et sur la rénovation des équipements frigorifiques de certains ports choisis a été adopté en 2007 et les activités correspondantes réalisées. 16 agents et 21 magasiniers de l'APIP ont reçu des formations respectivement dans le domaine du froid et dans le domaine de la gestion des stocks.

- TCP/TUN/3001 « Appui au développement et à la gestion de la ressource anguille européenne ».

Budget : 222 336 dollars EU . (2005-2007).

Ce projet a permis la mise en place d'une civellerie et des bases d'un programme d'évaluation de la ressource dans le cadre d'une gestion internationale de l'espèce et de son exploitation durable. Les activités du projet ont été reprises dans le cadre national par le Centre Technique de l'Aquaculture.



- TCP/TUN/3203 « Renforcement du rôle de la femme dans la filière pêche à pied de la palourde ».

Budget : 174 000 dollars EU. (2008-2011)

Ce projet, mis en œuvre en 2008, cible les femmes pêcheurs à pied au sud de Sfax à travers des formations, la mise en valeur et l'amélioration du savoir faire local, et l'organisation en groupement pour leur assurer de meilleurs revenus et préserver la ressource palourde (voir Fig.3).

- Deux projets régionaux (MEDSUDMED et COPEMED) ont mené également des activités de coopération technique et scientifique sur la gestion des ressources halieutiques. De plus, le projet COPEMED (GCP/INT/028/SPA) a assuré la supervision durant les deux dernières années des activités du projet régional GCP/RAB/010/SPA « Développement durable de la pêche artisanale méditerranéenne au Maroc et en Tunisie, qui a été doté d'un budget de 542 119 dollars EU et qui a mené des activités pilotes d'amélioration de stocks partagés et des espèces d'intérêt commun pour la pêche artisanale en focalisant sur l'amélioration des revenus des pêcheurs artisanaux et leurs conditions de vie.



Figure 3 : Femmes pêcheurs à pied collectant du coquillage (palourdes) (projet : TCP/TUN/3203).

D'autres projets plus anciens ont marqué le développement des pêches et de l'aquaculture en Tunisie. Pour les plus importants il y a lieu de citer :

- TUN/92/002 « Plan directeur pour l'aquaculture en Tunisie ».



Budget : 182 816 dollars EU. (1992-1993).

Ce projet a permis d'élaborer le premier plan directeur de l'aquaculture sur la base d'une série d'études de base menée par un premier projet TUN/90/004 « Etudes des potentialités aquacoles sur le littoral est tunisien » qui a été exécuté par la FAO au cours des années 1991 et 1992.

- TCP/TUN/6713 « Appui à la mise à niveau et formation au système de contrôle des produits de la pêche ».

Budget : 865000 dollars EU (1997-1998).

L'objectif de ce projet était d'aider la Direction générale de la pêche et la direction générale des services vétérinaires à assurer la formation des cadres nationaux qui supervisent le système de contrôle de la filière notamment pour les produits exportations. Le projet avait pour mission également d'évaluer les progrès de la mise à niveau du secteur depuis que la FAO avait apporté son assistance en 1993/94 (TCP/TUN/2359) pour introduire le concept d'assurance qualité sur la base de l'application du système d'analyse des risques et maîtrise des points de contrôle (HACCP) pour l'autocontrôle sanitaire. Parmi les résultats de ce projet, il y a lieu de citer :

- Une étude sur la structure et l'organisation de l'autorité compétente et de ses services d'inspection
 - Une étude d'évaluation du système d'autocontrôle
 - La formation de 15 vétérinaires (inspecteurs) et de 41 opérateurs professionnels étatiques et privés.
 - La publication de deux guides de procédures, d'une fiche d'audit et d'un modèle d'évaluation
 - L'élaboration d'un arrêté d'application à publier au journal officiel
- TCP/TUN/8925 « Valorisation du poisson bleu »

Budget : 192000 (1999-2001).

L'assistance fournie par ce projet entre dans le cadre de la nouvelle stratégie décennale de promotion du poisson bleu dont le taux d'exploitation est faible, le principal goulot d'étranglement étant l'écoulement et la consommation. La mission du projet a été centrée sur la dynamisation du secteur pour sécuriser les pêcheurs et améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. Il a développé



des activités sur deux axes à savoir :

- L'introduction de nouveaux procédés (fumage, salage, marinage) dans le cadre de la modernisation d'usines vétustes ou nouvelles créations
- L'amélioration du contrôle de la qualité par la mise à niveau des barques de pêche (stockage, traitement par le froid, transport, emballage).

Outre la fourniture de matériel approprié, le projet a mené des activités de formation des professionnels privés et des cadres du groupement interprofessionnel des produits de la pêche (GIPP). Il a aussi mené une campagne de sensibilisation auprès des groupements de pêcheurs autour des actions pilotes de réhabilitation des barques.

3.7 Développement rural et réduction des disparités

Bon nombre de projets précédemment passés en revue, avaient des objectifs ciblant à la fois des réalisations techniques ou institutionnelles et la réduction des disparités sociales et régionales et celles liées au genre. Trois projets au moins (TCP/TUN/3201, TCP/TUN/3203 et GCP/RAB/010/SPA) ont ciblé directement des groupes de femmes pauvres et douze projets ont ciblé spécifiquement les disparités pour soutenir le développement rural.

L'approche de lutte contre la pauvreté a été intégrée dans l'analyse des problématiques de la plupart des projets, qui avaient été mis en œuvre durant la période couverte par ce rapport. Similairement, les projets de développement durable et d'appui aux politiques sectorielles agricoles ont intégré la dimension de lutte contre les disparités régionales et sociales.

Les projets récents, qui avaient été les plus concernés par le développement rural sont énumérés ci-après :

- TCP/TUN/066 « Développement des méthodes de remboursement agricole »

Budget : 272 000 dollars EU. (2000-2003).

La mission du projet a été l'apport d'un appui à l'Agence Foncière Agricole (AFA) pour développer des méthodes de remboursement agricole plus performantes. Ce projet a développé à cet effet, une démarche pour exécuter un programme pilote et accéléré de remboursement des exploitations agricoles en



sec fortement morcelées, en fournissant l'expertise technique et en formant les agents d'exécution à l'utilisation des outils développés par le projet.

- TCP/TUN/2905 « Renforcement des capacités du Centre National des Etudes Agricoles (CNEA) à l'utilisation durable des SIG ».

Budget : 105 546 dollars EU. (2003-2005).

L'objectif de l'assistance est d'améliorer la capacité du CNEA à jouer son rôle de structure d'appui au Ministère de l'agriculture. L'appui pour la mise à niveau de ses méthodes et approches a permis de moderniser et de dynamiser cette institution, qui est souvent impliquée dans l'élaboration des projets d'investissement agricole à caractère public ou privé dans les différentes régions du pays.

Les résultats ont comporté :

- Le développement des cartes numérisées et de produits SIG dans le cadre des études de faisabilité.
 - L'analyse intégrée des informations géo-référencées, spatiales et de télédétection servant de base à la définition des stratégies de développement et des programmes ou projets d'investissement au niveau local, régional ou national
 - Et l'intégration de l'approche participative au niveau des études de terrain, y compris les questions liées au genre.
 - La formation des cadres du CNEA à l'utilisation de ces outils.
- TCP/TUN/2906 « Stratégie spécifique de développement des petites et moyennes exploitations agricoles ».

Budget : 244000. (2004-2005)

L'objectif de l'assistance est d'appuyer le Ministère de l'Agriculture et les organisations professionnelles dans l'identification et la mise en place d'une stratégie spécifique de développement des petites et moyennes exploitations agricoles répondant aux exigences de la globalisation et du libre -échange.

La petite agriculture à caractère familial et social faisant l'objet d'une action spécifique de la part du Gouvernement, l'assistance a concentré ses efforts sur



le reste des PMEAs qui remplissent des fonctions essentiellement économiques et disposent de potentialités à mobiliser et dont la production est destinée aux marchés domestiques et/ou extérieurs.

Ce projet a permis de définir des cadres de référence, qui caractérisent ce type d'exploitation et des plans d'action pour remédier à la lente dégradation des conditions des petites et moyennes exploitations agricoles. La stratégie des PMEAs a été intégrée par la suite au plan national de développement.

- UNJP/TUN/034/SPA « Impliquer la jeunesse tunisienne pour atteindre les OMD ».

Budget : 678 863 dollars EU. (2008-2012).

Ce projet fait partie d'un programme conjoint avec le PNUD, l'ONUDI, l'OIM et le BIT, qui a été centré sur un axe prioritaire de l'UNDAF relatif à l'emploi des jeunes et qui a été présenté au MDG Fund pour son financement.

Les activités réalisées ont permis d'ores et déjà de réaliser quatre formations au profit de 73 jeunes fils d'agriculteurs devant bénéficier pour la plupart d'un financement pour le montage de leurs microprojets. Tout en poursuivant cette même activité, le projet a initié des formations et des campagnes de sensibilisation en matière d'agriculture biologique qui ont touché 57 techniciens et 62 agriculteurs. Il a également mené une action d'encadrement des promoteurs agricoles à travers le renforcement des capacités des pépinières de promoteurs du Kef et de Tunis.

Les capacités nationales de soutien au développement rural ont bénéficié par le passé de l'assistance de plusieurs projets; trois de ces projets sont présentés ci-après :

- TCP/TUN/2253 « Formation en analyse et planification technico-économique des exploitations agricoles »

Budget : 168 000 dollars EU (1992-1994)

Le projet avait pour objectif d'apporter une assistance à l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA) par l'expertise et la formation de ses cadres, qui ont pour mission de mener des actions promotionnelles de l'investissement par le secteur privé, l'évaluation des projets et l'octroi



d'avantages, le suivi évaluation des projets approuvés et mis en place.

Les résultats les plus importants de ce projet ont été :

- La formation locale de 34 cadres des services centraux et régionaux à travers des sessions de formation modulaire en comptabilité, en diagnostic technico-économique et financier en gestion et en suivi-évaluation.
 - La formation à l'étranger (Chambre d'agriculture du Finistère en France et Centre d'Investissement FAO à Rome) de 4 cadres en matière de communication et d'analyse économique.
 - L'élaboration d'un référentiel de normes technico-économiques pour les exploitations se référant à cinq régions agro-écologiques
 - La réalisation de plusieurs activités de plaidoyer par les consultants nationaux dans des séminaires thématiques
- TCP/TUN/2257 « Evaluation du Programme de développement rural intégré »

Budget : 300 000 dollars EU (1992-1994)

L'assistance de ce projet fournie au Commissariat général de développement rural (CGDR) a porté sur la réalisation d'une évaluation de la première génération du Programme du développement rural intégré (PDRI, lancé en 1984) afin de tirer les leçons et proposer de nouvelles orientations pour une seconde génération de PDRI.

L'évaluation a été menée en deux phases par une équipe pluridisciplinaire :

- Phase I : enquête auprès de 70 projets sur 217 réalisés et analyses physiques et financières de 217 programmes présentées sous forme d'un rapport de synthèse
 - Phase II : évaluation sectorielle par des études « verticales » présentée sous forme de rapport de synthèse et six rapports sectoriels.
La recommandation principale portait sur la nécessité de mettre en œuvre une démarche qui prend en considération la participation des bénéficiaires et de renforcer les composantes de développement durable.
- TCP/TUN/4555 « Définition d'une politique et élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action en faveur de la femme rurale »



Budget : 208 000 dollars EU (1995-1997)

L'objectif visé par le projet a été de définir une stratégie et un plan d'intégration des femmes rurales dans le cadre du plan national de développement (9ème plan 1996-2000). L'assistance répond à une requête du gouvernement suite à la Conférence de Beijing sur les femmes de septembre 1995. Les réalisations du projet ont porté sur trois composantes :

- Une analyse statistique et un état des lieux sur les femmes rurales,
- Une étude sur la place et le rôle de la femme dans le secteur forestier,
- La mise en place d'un plan d'action pour les femmes pratiquant la pêche à pied (collecte de la palourde). Ce plan d'action a été repris en 2008 et mis en œuvre dans le cadre du projet TCP/TUN/3301.

Parmi les projets interrégionaux et régionaux qui ont contribué à aider la Tunisie à mettre en place des systèmes de coordination pour une gestion durable des ressources naturelles et le renforcement des capacités humaines, il convient de citer :

- Le projet GCP/INT/673/BEL « Femmes rurales et développement », qui a contribué à doter le Centre de Recherche, Etudes, Documentation et Information sur la Femme (CREDIF) d'une base de données sur les femmes rurales des cinq pays du Maghreb.
- Le projet TCP/RAB/065 « Mise en place d'un mécanisme de concertation à l'échelle du système aquifère du Sahara septentrional » qui a proposé une approche technique pour mieux gérer les ressources en eau du sud, qui sont communes et partagées avec les pays voisins (Algérie et Libye).
- Le projet UNTS/GLO/002/GLO « conservation et gestion durable des systèmes ingénieux du patrimoine agricoles mondial » qui a mené au cours de 2010 des activités de valorisation du savoir faire des agriculteurs de l'oasis de Gafsa, s'inscrivant dans une démarche de conservation du patrimoine ancestral valorisé.

3.8 Appui aux politiques de renforcement des capacités

En partant de l'objectif essentiel de la sécurité alimentaire, concept retenu lors de l'élaboration du septième plan national de développement (1987-1991) et par les plans quinquennaux successifs, une attention particulière a été accordée aux volets production et exportation des produits agricoles et agro-



alimentaires, le principal indicateur étant l'équilibre de la balance alimentaire et accessoirement la couverture des besoins à partir de la production locale. Les produits d'exportation ont constitué à partir des années 80 un élément important dans la stratégie de sécurité alimentaire. Parmi les produits traditionnellement exportés figure l'huile d'olive, produit qui rapportait à lui seul près des deux tiers de la valeur d'exportation. Ce produit n'est pas le seul à offrir un avantage comparatif, si on compte les dattes, les produits de la mer, les agrumes et à présent les produits de l'agriculture biologique. Le Gouvernement a cherché à consolider et à améliorer la place de la Tunisie sur le marché international pour ces produits à travers des politiques spécifiques. L'assistance de la FAO dans ce domaine a répondu aux besoins du pays de deux manières : (i) par un appui à l'intensification et à l'amélioration des filières productives , (ii) et par un appui à l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel global du secteur agricole. C'est dans le cadre de ce dernier volet, que divers projets nationaux ont été mis en œuvre, afin de renforcer les capacités d'analyse en matière de développement de la commercialisation et de renforcement institutionnel des structures d'appui au secteur agricole. La plupart de ces projets ne sont pas récents et remontent aux années 90, période marquée par les grandes réformes du secteur agricole:

- TCP/TUN/4451 « Appui aux chambres d'agriculteurs »

Budget : 225 000 dollars EU (1994-1996)

L'objectif de ce projet étant de contribuer à l'organisation et au renforcement des capacités de trois chambres d'agriculteurs (créées en 1988) et pour adapter leur mission aux besoins des agriculteurs en matière de production, d'équipement, de services liés à la production, de commercialisation et d'exportation.

Les principaux résultats de ce projet ont été les suivants :

- Une étude de diagnostic de l'activité des chambres d'agriculteurs et l'analyse de leurs perspectives de développement,
- Une proposition d'un modèle de chambre d'agriculteurs type définissant leur mission, leur structure et leurs activités,
- Un plaidoyer à travers des journées d'étude et un séminaire national pour transformer les chambres d'agriculteurs en structure paritaire pure-



ment professionnelle et l'augmentation de leur nombre pour couvrir la diversité des secteurs et les spécificités régionales.

- TCP/TUN/8926 « Mise en place d'un système d'information au sein de l'Observatoire national de l'agriculture »

Budget : 172 000 dollars EU (1999-2000)

L'objectif de ce projet était d'aider l'Observatoire National de l'Agriculture à concevoir les outils et les indicateurs pertinents pour l'analyse des politiques agricoles aux niveaux national et international pour faciliter la décision des intervenants (décideurs politiques, associations professionnelles, exploitants agricoles, importateurs, exportateurs, experts et chercheurs).

Le principal résultat de ce projet a été la mise en place d'un système d'information intégrant les diverses sources d'information nationales et internationales pour appuyer et soutenir l'analyse des politiques. Les cadres de l'ONAGRI ont été formés à l'utilisation et à l'entretien de ce système, qui est accessible pour les usagers sur le site de l'ONAGRI (<http://www.onagri.nat.tn/>)

- TCP/TUN/1358 « Impact de l'étude d'une zone libre échange Tunisie/CEE »

Budget : 77 000 dollars EU (1993-1994)

L'objectif du projet était de fournir au Gouvernement tunisien une étude comportant des analyses et des données pour lui permettre d'élaborer une stratégie de négociation avec l'Union Européenne en vue de l'établissement d'une zone de libre échange et pour éviter que la position de la Tunisie sur le marché européen ne se dégrade.

L'étude, réalisée par un collectif d'experts internationaux, a fourni les éléments clés pour les négociations, identifié les coûts/bénéfices potentiels, indiqué les produits les plus sensibles et proposé le canevas d'un programme d'études pour trois groupes de produits exportés et deux groupes de produits importés. L'étude a aussi développé quatre scénarios dans des situations oscillant entre une libéralisation complète et une modification réduite des rapports d'échanges. L'étude a recommandé par ailleurs la mise au point d'un programme d'appui aux exportations agricoles comportant notamment le ren-



forcement des capacités d'analyse et l'accès à l'information (idée reprise et développée plus tard par le projet TCP/TUN/8926).

Les changements induits par les trois projets cités ci-dessus ont été dictés par la conjoncture économique mondiale. Mais l'adaptation des capacités nationales en matière d'analyse des politiques a commencé plus tôt et a été soutenue par deux projets de la FAO : TCP/TUN/053 « Mise en place d'un système de promotion, suivi et évaluation permanent du développement », Budget : 285 000 dollars EU (1990-1992). Le projet a mené des activités complémentaires en synergie avec celles du projet TUN/89/004 « planification au sein des arrondissements régionaux », Budget : 507 000 dollars EU (1989-1992). Ce projet s'est occupé du renforcement des capacités nationales de planification décentralisée à l'échelle des gouvernorats.



4. Exemples de réussite

4.1 Projet GCP/TUN/028/ITA : « Programme de conservation des eaux et des sols dans les gouvernorats de Kairouan, Siliana et Zaghouan »

Budget : 12 480 000 dollars E.U

Date d'approbation : Septembre 2000

Date d'achèvement : Octobre 2006

Objectifs :

- Améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs de trois zones rurales de l'étage semi-aride.
- Développer la production agricole durable et améliorer la conservation des eaux et des sols ainsi que la biodiversité.

Approche méthodologique

Le projet a développé, en concertation avec les parties concernées dans une première étape de sa mise en œuvre, une méthodologie de développement de la production intégrée aux activités de conservation des eaux et des sols (CES). Plusieurs unités socio-territoriales ont été identifiées et ont fait l'objet de l'élaboration de Projet de Développement Participatif (PDP) et des contrats programmes. (CP)

Le projet a soutenu par la suite la constitution de groupements de développement agricole (GDA) dans chaque zone, qui ont été reconnus par les autorités et qui sont devenus des organisations autonomes groupant les agriculteurs ciblés et œuvrant pour la marché local.

Le développement local a été favorisé par la réalisation d'infrastructure de base et d'ouvrages de CES, la mise en place de pratiques agronomiques améliorées et le développement de microprojets par l'utilisation de microcrédits dans des activités génératrices de revenus compatibles avec les pratiques de conservation.

En outre, les agents et techniciens d'encadrement sur le terrain ont été formés dans la planification territoriale, la gestion de l'information et l'utilisation des outils d'aide aux décisions et de suivi évaluation.



Un réseau permanent de collaboration avec des institutions nationales et internationales, le secteur privé et les ONGs a été mis en place, ce qui a permis de réaliser plusieurs activités de formation des agents nationaux et des agriculteurs et d'élaborer des outils d'information, d'aide aux décisions et de suivi-évaluation. Tout particulièrement un nouveau système d'information, dénommé sphère, a été mis en place dans un portail Web pour permettre le transfert d'outils et de méthodologie entre les partenaires principaux.

Principaux résultats des travaux réalisés

- 29 projets/programmes trisannuels de développement participatif et 63 contrats programmes annuels au bénéfice de 6800 agriculteurs et leurs familles (39000 habitants) pour 9200 ha.
- Dix comités de développement constitués par zone et leur agrégation en deux groupements (2 GDA/ zone) qui sont devenus opérationnels et menant des activités de chantier en régie. (Ouvrages CES, citernes souterraines, pistes, plantations)
- Introduction de nouvelles techniques sur 8200 ha (application du semis direct, diversification des cultures, mise en culture des terres de 3970 ha, etc...)

Autres réalisations physiques

- 6 lacs collinaires mobilisant 700 000 m³, trois périmètres irrigués autour des lacs, 57 kilomètres de réseau d'eau, 66 kms de pistes.
- 1544 personnes formées dans différents domaines (planification, gestion, activités agricoles, microcrédits, suivi etc...)
- 1260 microprojets agricoles et extra agricoles avec utilisation de microcrédits. Le montant total octroyé durant les trois dernières années du projet a été de 635000 dinars, dont 35 % ont été accordés à des femmes et 29 % à des jeunes de moins de 30 ans.

Ce projet a eu un impact majeur en matière de développement local et de développement agricole durable grâce à la participation et à la responsabilisation de la population cible. Sur la base des résultats réalisés, le concept de « Conservation des eaux et des sols productive » a été adopté dans d'autres programmes touchant diverses autres régions du pays.



La documentation et les outils développés dans le cadre de ce projet sont accessibles sur le site :

[http:// www.fao.orglandandwater/fielpro/gcptun028/itaindexhtml](http://www.fao.orglandandwater/fielpro/gcptun028/itaindexhtml)



Figure 1 : Ouvrages de rétention d'eau dans une oliveraie en région semi-aride, confectionnés par les bénéficiaires dans le cadre d'une approche participative. (Projet GCP/TUN/028/ITA)



Figure 2 : microprojet d'apiculture comme activité type génératrice de revenus dans le cadre d'un programme de conservation des eaux et du sol
Projet (GCP/TUN/028/ITA)

4.2 Projet TCP/TUN/2903 « Appui au développement de l'agriculture biologique »

Budget : 310 000 dollars E.U

Date d'approbation : octobre 2002

Date de démarrage : mars 2003

Date d'achèvement : décembre 2004



Objectifs :

- Améliorer la sécurité alimentaire par la diversification et la création de revenus supplémentaires, que permet l'agriculture biologique
- Elaborer une stratégie de développement de l'agriculture biologique couvrant les aspects institutionnels de l'organisation du secteur, la formation, la recherche-développement
- Renforcer les capacités par la mise en place d'un système de contrôle et de suivi du secteur biologique.

Approche méthodologique

L'assistance de ce projet a été centrée principalement sur les activités suivantes : (i) la conception et l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action pour le développement de la filière, ainsi qu'en (ii) la création de « centres de connaissances » à travers la formation d'un groupe d'intervenants dans les différents thèmes touchant la l'agriculture biologique. La création de ces centres s'est réalisée suivant deux approches : l'une classique sous forme de cours (techniques de production en agriculture biologique, transformation des produits des produits biologique, commercialisation de ces produits et contrôle et certification en agriculture biologique) et l'autre nouvelle selon l'approche participative par la création d'une ferme pilote, matérialisée par une école paysanne sur une ferme biologique à Testour, gouvernorat de Béja. Sur la base des résultats positifs de cette expérience, un projet national de fermes-écoles paysannes en agriculture biologique a été mis en place.

Principaux résultats des travaux réalisés

- Documents de stratégie nationale et de plan d'action de développement de l'agriculture biologique élaboré et validé (juillet 2003).
- Cinq études ont été réalisées par le projet, concernant notamment : les problèmes techniques et besoins de recherche, de formation et de vulgarisation en agriculture biologique et proposition de mesures d'amélioration ; le système de contrôle et de certification; les organisations professionnelles dans le secteur de l'agriculture biologique et la proposition de mesures pour une organisation adaptée ; l'étude et la conception d'une application informatique de gestion, de codification



et de traçabilité des produits bio; l'étude d'un projet national de fermes écoles paysannes en agriculture biologique par un consultant national pendant un mois et demi. Cette dernière étude, qui a été identifiée en cours de projet, en égard aux résultats positifs de l'expérience réalisée par le projet à Testour, a proposé un projet de mise en place d'un réseau de fermes écoles paysannes en agriculture biologique avec estimation des coûts et les mesures organisationnelles de mise en œuvre.

- Création de la première école paysanne sur une ferme pilote biologique appartenant à un agriculteur privé à Testour.
- Formation de 25 techniciens vulgarisateurs, de 25 formateurs et de 25 agriculteurs biologiques à l'approche méthodologique de l'école paysanne à travers dix sessions de formation sur différents thèmes.
- Montage d'une unité de compostage biologique sur la ferme pilote
- 4 cadres ingénieurs formés pour la supervision et le suivi du programme
- Trois manuels méthodologiques élaborés et diffusés portant sur les thèmes de la conversion, l'école paysanne, le contrôle et la certification en agriculture biologique.

4.3 Projet TCP/TUN/3202 « Appui à la mise en place d'un système de contrôle des produits de qualité liée à l'origine »

Budget : 328 000 dollars E.U

Date d'approbation : Février 2008

Date de démarrage : Juin 2008

Date d'achèvement : mars 2010

Objectifs :

- (i) Elaborer une stratégie nationale pour le développement des produits de qualité liée à l'origine ;
- (ii) définir les projets de textes juridiques correspondants ;
- (iii) mettre en place un système cohérent de contrôle et de suivi des filières capable d'assurer la traçabilité des produits de qualité à travers l'inspection, la certification, l'accréditation, le contrôle techniques et le système d'enregistrement et de protection ; et
- (iv) identifier une ou plusieurs organisations professionnelles qui développeront des démarches de qualité liées à l'origine.



Approche méthodologique

La démarche de qualité est relativement nouvelle en Tunisie pour les produits agricoles et se heurte à un certain nombre de contraintes liées à l'organisation des différentes directions et institutions, à l'encadrement de la production agroalimentaire, et à la maîtrise des différentes techniques nécessaires au fonctionnement du dispositifs institutionnel (appui aux filières, gestion, caractérisation, évaluation, et contrôle des indicatifs géographiques).

Sa mise en place devra contribuer à l'augmentation des exportations en tirant profit des nouveaux marchés internationaux et aura pour conséquence une amélioration des revenus des producteurs .

Le cadre institutionnel déjà mis en place par le gouvernement a nécessité des actions de renforcement des compétences, l'affinement de la stratégie nationale sur les signes de qualité, la mise à jour du dispositif réglementaire et législatif, la mise en place des systèmes d'accréditation et de certification et l'élaboration d'outils de formation et d'information.

Le Ministère de l'Agriculture, de Ressources hydrauliques et de la Pêche a sollicité, dans ce contexte, l'assistance de la FAO pour appuyer sa démarche de qualité en matière de reconnaissance et de certification des signes distinctifs d'origine et de qualité des produits agricoles.

Principaux résultats des travaux réalisés

- Modification/Elaboration de textes juridiques d'application de la loi en vigueur relative aux appellations d'origine contrôlée et publication de deux arrêtés de reconnaissance pour les indicateurs de provenance « Grenade de Gabès » et « Pomme de Sbiba ».
- Elaboration de la stratégie nationale pour la mise en œuvre du dispositif de qualité en cinq axes (législatif et institutionnel, contrôle aux niveaux local et national, diffusion auprès des opérateurs, stratégie de développement et communication & promotion)
- La formation des membres de la commission technique consultative et l'élaboration d'un texte de réglementation interne de cette commission



- La formation des acteurs au niveau central (40 personnes) et décentralisé dans cinq régions (350 personnes y compris des producteurs)
- Identification de 95 produits de terroir
- Elaboration d'un manuel de procédures pour les agents concernés par la reconnaissance et le contrôle des signes de qualité et d'un guide pour le demandeurs
- Modules de formation sus forme de power point livré sur un CD pour des formations ultérieures dans le cadre du dispositif tunisien de qualité qui a été développé par le projet
- L'Opérationnalisation du système de reconnaissance pour deux cas pilotes « Grenade de Gabès » et les agneaux « noir de Thibar ».
- -Voyage d'études pour 4 cadres en combinaison avec un voyage d'études organisé par le projet marocain TCP/MOR/3104. Le voyage d'études a permis aux chefs de file du dispositif tunisien de prendre connaissance des modalités de gestion des signes de qualité en France et en Suisse pour des produits locaux phares.

L'impact de ce projet réside dans l'ancrage d'une démarche de qualité et de valorisation des produits de terroir grâce à une approche cohérente et intégrant tous les aspects (technique, institutionnel, juridique, socio-économique et promotionnel), qui a suscité par ailleurs beaucoup d'intérêt et un engagement des acteurs dans cette voie prometteuse pour un nombre appréciable de produits agricoles.

Les guides et manuels produits par ce projet peuvent être téléchargés sur le site :

<http://www.foodquality-origin/project.html>



Annexe 1

Tableau récapitulatif du Programme de Coopération Tunisie/ FAO 1986 - 2010

	Source de financement	Nombre de projets
Projets Nationaux	TCP	73
	GCP ET AUTRES	10
	UTF	8
	PNUD	16
Total Projets Nationaux		107
Projets Régionaux	TCP	19
	GCP	16
	Autres (OSRO, EP,..)	12
Total Projets Régionaux		47
TOTAL GENERAL		154



Annexe 2

Projets Nationaux par domaine et par source de financement (1986-2010) en Dollars EU

DOMAINE	Nombre de projets	TCP	GCP	UTF	TFD	PNUD	TOTAL
<i>Appui aux politiques et renforcement des capacités.</i>	24	1 391 519	65 859			1 902 925	3 360 303
<i>Production et protection des végétaux</i>	24	3 828 687	729 413			11 353	4 569 453
<i>Production et Santé animale</i>	12	527 452	18 156		28 456	226 886	800 950
<i>Ressources naturelles et biodiversité</i>	12	264 530	12 479 789	1 089 435		2 063 617	15 897 371
<i>Forêts</i>	7	400 000		2 860 354			3 260 354
<i>Pêche</i>	13	873 064	955 453			1 472 717	3 301 234
<i>Qualité et sécurité sanitaire des aliments</i>	3	313 780					313 780
<i>Développement rural, genre et disparité</i>	12	1 195 861	678 864	155 150		241 532	2 271 407
TOTAL	107	8 794 893	14 927 534	4 104 939	28 456	5 919 030	33 774 852

Annexe3

Liste des projets nationaux mis en œuvre par la FAO en Tunisie depuis 1986

I- Projets financés par le Fonds de Coopération Technique (TCP)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	TCP/TUN/4504	Aménagement Intègre des Bassins Versants de la Tunisie Centrale	1985-02	123 530
2	TCP/TUN/4506	Stockage de Céréales	1985-07	239 400
3	TCP/TUN/4505	Préparation d'un Programme d'Investissement Dans Le Secteur Céréalière	1985-08	199 297
4	TCP/TUN/6651	Sériciculture	1986-02	112 000
5	TCP/TUN/6652	Développement de la Production des Fourrages et de l'Elevage	1986-08	189 000
6	TCP/TUN/6654	Technologies de Transformation et de Conservation des Produits Agricoles	1986-12	6 780
7	TCP/TUN/6655	Identification de Projets de Développement Agricole	1986-12	10 000
8	TCP/TUN/6653	Développement du Secteur des Huileries	1986-12	6 831
9	TCP/TUN/6756	Unité Pilote de Production d'Inoculum pour Légumineuses et de Fermentation	1987-06	158 400
10	TCP/TUN/5757	Technologie du Biogaz	1987-08	1 452
11	TCP/TUN/7851	Lutte Contre le Criquet Pèlerin	1988-04	120 000
12	TCP/TUN/8852	Appui aux Actions de Développement Forestier	1988-06	140 000
13	TCP/TUN/8953	Réhabilitation et Réinsertion des Handicapés en Milieu Rural	1989-02	47 000
14	TCP/TUN/8954	Surveillance, Prévention et Contrôle de la Lucilie Bouchère	1989-06	250 000
15	TCP/TUN/8955	Développement du Secteur des Semences et Plants	1989-06	240 000
16	TCP/TUN/8956	Lutte Contre l'Ensablement	1989-08	210 000
17	TCP/TUN/0051	Campagne d'Urgence Contre la Fièvre Apteuse	1990-01	249 000
18	TCP/TUN/9052	Assistance aux Agriculteurs Touchés par la Grêle	1990-01	80 000
19	TCP/TUN/0053	Mise en Place d'Un Système de Promotion, Suivi et Evaluation Permanente du Développement Agricole	1990-02	285 000
20	TCP/TUN/9054	Evaluation pour Rehab. Agricole Endommagée par Inondations	1990-02	50 000
21	TCP/TUN/0055	Amélioration de la Formation a la Pêche	1990-10	235 000
22	TCP/TUN/1251	Campagne de Vaccination des Petits Ruminants Contre La brucellose	1992-01	140 000
23	TCP/TUN/2252	Lutte Contre l'Ensablement (Phase II)	1992-04	50 000
24	TCP/TUN/2254	Participation a la Conférence International sur la Pêche Responsable	1992-04	15 000
25	TCP/TUN/2253	Formation en Analyse et Planification Technico-économique des Exploitation Agricoles	1992-06	182 000
26	TCP/TUN/2255	Définition d'une Politique Alimentaire et Nutritionnelle	1992-08	112 000
27	TCP/TUN/2256	Contrôle et Eradication de la Cératite	1992-09	250 000
28	TCP/TUN/2257	Evaluation du Programme de Développement Rural Intègre	1992-11	310 000
29	TCP/TUN/1358	Impact de l'Institution d'une Zone de Libre Echange Tunisie-CEE	1993-04	77 000
30	TCP/TUN/2359	Contrôle de la Qualité des Produits de la Mer (Phase II)	1993-05	100 000
31	TCP/TUN/4451	Appui aux Chambres d'Agriculture	1994-01	225 000
32	TCP/TUN/4552	Amélioration des Statistiques des Produits de la Pêche	1995-02	230 000
33	TCP/TUN/4553	Appui a l'Elaboration d'un Plan-Directeur du Froid	1995-03	195 000



	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
34	TCP/TUN/4554	Appui à la Diversification de la Production Horticole: Relance de la Culture de l' Asperge	1995-05	148 000
35	TCP/TUN/4555	Définition d'une Politique et Elaboration d'une Stratégie et d'un Plan d'Action en Faveur des Femmes Rurales	1995-08	208 083
36	TCP/TUN/4556	Appui pour une Lutte Biologique Contre la Mineuse des Agrumes	1995-10	53 000
37	TCP/TUN/5611	Formation à la Lutte Contre les Sauteriaux	1996-03	101 000
38	TCP/TUN/5612	Amélioration du Système de Contrôle Phytosanitaire et Recyclage des Inspecteurs	1996-05	192 000
39	TCP/TUN/6713	Appui à la Mise à Niveau et Formation au Système de Contrôle des Produits de la Pêche	1997-06	86 500
40	TCP/TUN/6714	Appui à la Définition et à l'Elaboration de Stratégies Régionales d'Economie de l'Eau	1997-07	141 000
41	TCP/TUN/6715	Appui à la Définition d'une Stratégie pour la Promotion Professionnelle du Metier de Conseiller Agricole	1997-09	39 000
42	TCP/TUN/7821	Définition d'une Politique et Elaboration d'une Stratégie et Plan d'Action en Faveur Femmes Rurales (II)	1998-03	41 631
43	TCP/TUN/7822	Formation à la Lutte Contre les Sauteriaux (Phase II-TUN/4556)	1998-05	45 502
44	TCP/TUN/8823	Promotion de la Production et de l'Exportation de Fleurs Coupées de Haute Qualité	1998-08	193 000
45	TCP/TUN/8824	Amélioration du Contrôle Phytosanitaire et Recyclage des Inspecteurs	1998-08	208 753
46	TCP/TUN/8925	Valorisations des Poissons Bleus	1999-02	192 000
47	TCP/TUN/8926	Observatoire de l'Agriculture (ONAGR)	1999-05	172 000
48	TCP/TUN/0065	Appui à la création et au renforcement d'un Comité National (CNC)	2000-03	131 375
49	TCP/TUN/0066	Développements des Méthodes de Remembrement Agricole	2000-11	149 862
50	TCP/TUN/9066	Développements des Méthodes de Remembrement Agricole (recoded from TCP/TUN/0066)	2000-11	88 740
51	TCP/INT/0165	Integrated Production and Protection Management (IPP) of Greenhouse Crops	2001-12	396 000
52	TCP/TUN/0168	Mise à Disposition de Consultants Nationaux pour des Interventions Urgentes	2001-12	13 000
53	TCP/TUN/2801	Développement et réorganisation du secteur de la défense des cultures	2002-04	85 556
54	TCP/TUN/2903	Appui au Développement et à l'Organisation de l'Agriculture Biologique	2002-10	305 656
55	TCP/TUN/2902	Contrôle de la Cératite par la technique des mâles stériles	2002-10	165 217
56	TCP/RAB/2902	Management of the Peach Fruit Fly (<i>Bactrocera zonata</i>) in the Middle East and North Africa	2002-12	376 000
57	TCP/TUN/2804	Developpement de l' Elevage des Anguilles - Allocation Anticipée - Recoded from TCP/TUN/2904	2003-03	14 564
58	TCP/TUN/2904	Developpement de l' Elevage des Anguilles - Allocation Anticipée (Recoded to TCP/TUN/2804 - Return Flow)	2003-03	(86)
59	TCP/TUN/2905	Renforcement des capacités du Centre national d'études agricoles (CNEA) à l'utilisation durable des SIG	2003-04	105 645
60	TCP/TUN/2907	Appui à la vulgarisation et à la formation participatives pour le développement de la production de blé	2003-07	255 326
61	TCP/TUN/2906	Assistance dans l'élaboration d'une stratégie spécifique de développement des petites et moyennes exploitations agricoles (PMEA) (recoded from TCP/TUN/2906)	2003-07	244 000



	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
62	TCP/TUN/2901	Développement et réorganisation du secteur de la défense des cultures (recoded from TCP/TUN/2801 and thereafter from TCP/TUN/2901)	2003-12	29 594
63	TCP/TUN/2908	Appui à la préparation d'un programme national d'investissement à moyen terme et à la formulation de projets bancables pour la mise en œuvre du PDDAA (recoded from TCP/TUN/2908)	2003-12	115 202
64	TCP/TUN/3001	Appui au développement et à la gestion de la ressource en anguille européenne	2004-01	222 336
65	TCP/TUN/3002	Assistance d'urgence à la lutte contre le criquet pèlerin	2004-07	388 921
66	TCP/TUN/3003	Dispositif du PCT pour les Représentants de la FAO	2005-02	15 000
67	TCP/TUN/3102	Fonds du PCT	2007-12	199 448
68	TCP/TUN/3101	Appui à la mise en place de mécanismes de cogestion pour le développement durable des forêts tunisiennes	2008-02	224 914
69	TCP/TUN/3202	Appui au développement et à la mise en place d'un système de contrôle des produits de qualité liée à l'origine	2008-02	328 000
70	TCP/TUN/3201	Amélioration des revenus des agriculteurs à travers la valorisation des catégories locales du blé dur	2008-03	332 000
71	TCP/TUN/3203	Renforcement du rôle de la femme dans la filière pêche à pied de la palourde	2008-07	174 000
72	TCP/TUN/3301	TCP Facility	2010-10	15 695
73	TCP/TUN/3302	Appui aux organisations agricoles professionnelles pour un meilleur encadrement aux éleveurs dans le cadre d'un nouveau partenariat public-privé	2010-11	302 000



II- Projets financés par le Programme de Coopération avec les Gouvernements (GCP) et autres fonds (TFD, OSRO,...)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	GCP /TUN/023/EEC	Mission de Formulation d'un Projet Sejnance dans La Zone sylvopastorale En Tunisie (Phase II)	1993-08	65 859
2	GCP /TUN/025/FRA	Programme de Collaboration FAO/France pour une Etude Diagnostique de la Filiere Datte	1994-01	114 063
3	GCP /TUN/026/LUX	Evaluation of Lux Dairy Project in Tunisia	1997-09	18 156
4	GCP /TUN/028/ITA	Programme de Conservation des Eaux et des Sols dans les Gouvernorats de Kairouan, Siliana et Zaghouan	1999-12	12 479 789
5	GCP /TUN/030/ITA	Entretien des Installations Frigorifiques dans les Ports de Peche: Region Centre-Sud - Tunisie	2003-04	955 453
6	OSRO/TUN/501/ITA	Assistance d'urgence à la lutte contre le Criquet pèlerin en Tunisie	2005-05	615 350
7	UNJP/TUN/034/SPA	Engaging Tunisian Youth to Achieve the MDGs	2009-05	678 864
8	TFD-01/TUN/001	Projet d'Elevage Cunicole	1999-01	9 956
9	TFD-06/TUN/003	Projet cunicole familial au profit de la femme rurale à Aoum Dhill	2008-05	9 250
10	TFD-06/TUN/002	Projet cunicole familial au profit de la femme rurale à El Aoum	2008-05	9 250

III- Projets financés par des Fonds Fiduciaires Unilatéraux (UTF)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	UTF /TUN/019/TUN	Formation et Vulgarisation Techniques Améliorées d'Irrigation.	1985-11	206 765
2	UTF /TUN/020/TUN	Assistance Technique au Développement Forestier	1988-01	817 943
3	UTF /TUN/021/TUN	Assist. a l'Etude de la Gestion des Ressources Naturelles	1992-02	699 282
4	UTF /TUN/027/TUN	Assistance Technique au Développement Forestier Communautaire Participatif, Tunisie	1999-01	1 195 964
5	UTF /TUN/029/TUN	Formulation du Project de Développement des Zones Montagneuses et Forestières du Nord-Ouest	2001-07	421 660
6	UTF /TUN/031/TUN	Assistance technique à l'ajustement et renforcement organisationnel de l'Office développement sylvo pastoral du Nord-Ouest	2005-05	155 150
7	UTF /TUN/032/TUN	Etudes stratégiques de gestion intégrée des forêts	2005-11	424 787
8	UTF /TUN/033/TUN	Assistance Technique à la Gestion, à l'Aménagement, à la Conservation de la Biodiversité et au Développement Durable des Ressources Naturelles et Formation	2008-01	183 388



IV- Projets financés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	TUN/84/014/ /01/12	Lutte Contre la Désertification et Développement Agricole	1985-01	241 532
2	TUN/81/002/ /01/12	Tunisia - Développement Des Pêches en Tunisie	1986-01	1 044 722
3	TUN/84/005/ /01/12	Tunisia - Formation a la Pêche Hautiere	1986-01	98 889
4	TUN/86/014/ /01/12	Développement de l'Irrigation des Cultures Céréalières	1987-01	355 568
5	TUN/84/013/ /01/12	Élevage dans les Oasis et les Zones Sahariennes	1987-01	226 886
6	TUN/85/004/ /01/12	Ressources Géothermies pour Cultures Sous Serres	1988-01	11 353
7	TUN/89/006/ /01/12	Renforcement des Laboratoires Régionaux d'Analyse des Sols	1988-01	136 928
8	TUN/86/020/ /01/12	Renforcement des Arrondissements en Conservation Eaux et Sol	1988-01	435 974
9	TUN/89/004/ /01/12	Planification au Sein des Arrondissements Régionaux	1989-01	507 000
10	TUN/89/005/ /01/12	Développement des Techniques d'Épandage des Eaux de Crues	1989-12	155 049
11	TUN/90/005/ /38/99	Développement de la Vulgarisation Agricole	1990-01	1 344 137
12	TUN/91/002/ /01/12	Développement pour l'Économie de l'Eau en Irrigation	1991-01	652 704
13	TUN/90/004/ /01/12	Études des Potentialités Aquacoles sur Littoral Est Tunisien	1991-04	127 290
14	TUN/92/001/ /01/99	Conservation des Eaux et du Sol	1992-01	327 394
15	TUN/92/002/ /01/99	Plan Directeur pour l'Aquaculture en Tunisie	1992-11	201 816
16	TUN/94/01T/ /08/12	Revue du Secteur in Agricole	1994-01	51 788



Annexe 4

Liste des projets régionaux mis en œuvre par la FAO en Tunisie depuis 1986

I. Projets financés par le Programme de Coopération Technique (TCP)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	TCP/RAF/2917	Advisory Support to the NEPAD Secretariat	2003-08	382 334
2	TCP/RAF/2924	Incorporating Forestry, Fisheries and Livestock Sectors in the NEPAD - Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP)	2003-12	174 031
3	TCP/RAB/3001	Assistance for the Processing of Regional Trade Statistics of Agricultural Trade Commodities	2004-01	152 144
4	TCP/RAF/3006	Strengthening disease control through improved Transboundary Animal Disease Information Management System (TADInfo)	2004-03	129 175
5	TCP/RAF/3007	Assistance for the Establishment of the African Common Market for Basic Food Products	2004-03	5 992
6	TCP/RAB/3003	Improving the training capacity of the Arab Insitute for Forestry and Range	2004-04	208 789
7	TCP/INT/3004	Training on Oribanche management in leguminous crops	2004-06	395 330
8	TCP/INT/3011	Appui au Secrétariat de la CEN-SAD dans la préparation d'un Programme régional pour la sécurité alimentaire (PRSA) et d'autres activités connexes pour la sécurité alimentaire des Etats sahélo-sahariens	2005-04	288 872
9	TCP/RAF/3013	Regional and subregional capacity building for the exchange of official phytosanitary information under the New Revised Text of the IPPC	2005-08	242 000
10	TCP/RAB/3006	Emergency assistance for early detection and prevention of avian influenza in the region of North Africa	2005-11	400 000
11	TCP/RAF/3104	Assistance for the establishment of the African Common Market for basic food products - Phase II of TCP/RAF/3007	2006-02	318 000
12	TCP/RAF/3105	Support to the implementation of major African Union policy and strategic initiatives on fisheries	2006-05	98 000
13	TCP/RAF/3107	Assistance for the implementation of the integrated plan of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) and the Sirte Declaration	2006-05	273 447
14	TCP/RAF/3106	Strengthening disease control through improved Transboundary Animal Disease Information Management System (TADInfo) - Phase II of TCP/RAF/3006	2006-06	159 000
15	TCP/RAF/3108	Assistance to the formulation and initiation of the African Seed and Biotechnology Programme and Action Plan for its implementation	2006-10	250 000
16	TCP/RAB/3201	TCP Facility	2008-02	78 667
17	TCP/RAB/3102	Gestion intégrée des plantes envahissantes, en particulier la morelle jaune au Maroc et en Tunisie	2008-03	259 000
18	TCP/INT/3301	Support to policy consultation and actions to boost sustainable use of water and energy resources for agricultural production and livelihood improvement in the Near East and North Africa Region in the context of climate change	2010-04	436 000
19	TCP/RAB/3302	Prévention et contrôle de la peste des petits ruminants dans les pays du Maghreb	2010-12	364 000



II- Projets financés par le Programme de Coopération avec les Gouvernements (GCP)

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	GCP /RER/010/ITA	MedSudMed - Assessment and Monitoring of the Fishery Resources and the Ecosystems in the Straits of Sicily (Module 2)	2001-03	4 955 406
2	GCP/REM/070/ITA	Regional Integrated Pest Management Programme in Middle East Countries	2004-04	7 610 480
3	GCP /INT/918/EC	Fisheries Statistics and Information System in the Mediterranean (MedFlsys).	2004-07	243 427
4	GCP /INT/959/NET	Africa Stockpiles Programme - Netherlands Contribution	2005-04	2 199 999
5	GCP /INT/977/WBK	Africa Stockpiles Programme (ASP) DGF Project Proposal Obsolete Pesticides Prevention and Disposal - Preliminary Activities	2005-06	646 112
6	GCP /INT/979/GFF	Technical Support Unit to the Africa Stockpiles Programme (ASP)	2005-10	3 256 043
7	GCP /RAB/002/FRA	Renforcement de la surveillance et des systèmes d'alerte pour la Bluetongue, la Fièvre du Nil Occidental et la Rage au Maroc, en Algérie et en Tunisie	2007-02	250 002
8	GCP /RAB/001/SPA	Strengthening Surveillance and Control of Highly Pathogenic Avian Influenza in the Maghreb and Egypt (Refuerzo de los Sistemas de Vigilancia y Control de la Influenza Aviar Altamente Patógena en el Maghreb y Egipto)	2007-03	1 679 453
9	GCP /RAB/005/SPA	Développement durable de la pêche artisanale méditerranéenne au Maroc et en Tunisie	2007-10	542 119
10	GCP /INT/028/SPA	Coordinación en apoyo de la Ordenación Pesquera en el Mediterráneo Occidental y Central. CopeMed, Fase II (GCP/INT/028/SPA)	2007-11	2 065 412
11	GCP /INT/006/EC	Co-ordination to Support Fisheries Management in the Western and Central Mediterranean - CopeMed Phase II – (Year 1)	2007-12	176 475
12	GCP /GLO/212/GFF	Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS) - Full-Sized Project	2008-06	3 500 000
13	GCP /INT/006/EC	Coordination to Support Fisheries Management in the Western and Central Mediterranean - CopeMed Phase II - (YEAR 2)	2009-04	239 869
14	GCP /RAB/010/SPA	Strengthening systems of prevention and control of transboundary animal diseases in the Maghreb and Egypt: towards a Mediterranean Animal Health Network (REMESA)	2009-09	1 035 502
15	GCP /INT/113/FRA	Appui à la surveillance épidémiologique et à la lutte anti acridienne et études sur les rémunérations des externalités	2010-07	1 700 680
16	GCP /INT/006/EC	Coordination to Support Fisheries Management in the Western and Central Mediterranean - CopeMed Phase II -(YEAR 3)	2010-10	361 770



III- Projets financés par d'autres fonds fiduciaires

	Code du projet	Titre du projet	Date d'approbation	Budget
1	GTFS/REM/070/ITA	Regional Integrated Pest Management (IPM) Programme in the Middle Eastern Countries	2003-12	7 609 370
2	UNTS/GLO/002/GEF	Conservation and Sustainable Management of Globally Important Ingenious Agricultural Heritage Systems (GIAHS) - PDF-B	2004-07	700 000
3	OSRO/RAF/409/IDB	Emergency assistance for desert locust control in Northwest and West Africa	2004-08	1 000 000
4	OSRO/RAF/410/AFB	Assistance d'urgence à la lutte contre le Criquet pèlerin	2004-08	2 000 000
5	OSRO/RAF/425/AUL	Emergency assistance for desert locust control in the Sahelian countries	2004-09	178 537
6	OSRO/RAF/421/BEL	Assistance d'urgence à la lutte contre le Criquet pèlerin	2004-10	583 999
7	OSRO/RAF/429/CEH	Assistance to the current desert locust upsurge in West and Northwest Africa	2004-10	40 004
8	OSRO/RAF/431/NET	Emergency assistance for desert locust control	2004-10	3 103 250
9	OSRO/RAF/504/IRE	Assistance to Desert Locust Control Campaign in Maghreb	2005-03	122 910
10	OSRO/TUN/501/ITA	Assistance d'urgence à la lutte contre le Criquet pèlerin en Tunisie	2005-05	615 350
11	OSRO/RAB/601/SPA	Refuerzo de los sistemas de vigilancia y control de la Influenza Aviar altamente patógena (IAAP) en el Magreb y Egipto	2006-05	508 000
12	EP /INT/911/GEF	Strategic Partnership for the Med Sea Large Marine Ecosystem – Regional Component: Implementation of agreed actions for the protection of the environmental resources of the Mediterranean Sea and its Coastal Areas - FSP	2010-09	800 000





L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Représentation de la FAO au Tunisie

43 Rue Kheireddine PACHA, 1002 Tunis Belvédère

PO BOX 300, 1082 Cité Mahrajène, 1002 Tunis Belvédère

Tel : +216 71 956619 Fax: +216 71 901859/+216 71 905110

E-mail: FAO-TUN@fao.org

FAO HQ Website: <http://www.fao.org>

FAO Near East Website: <http://neareast.fao.org>

ISBN 978-92-5-206939-3



9 789252 069393

BA0009F/1/08.11